

Algérie-Zimbabwe

DEUX MASTER BLASTER AFRICAINS

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8240 – DIMANCHE 20 JUILLET 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

PLAGES

De nombreuses tragédies

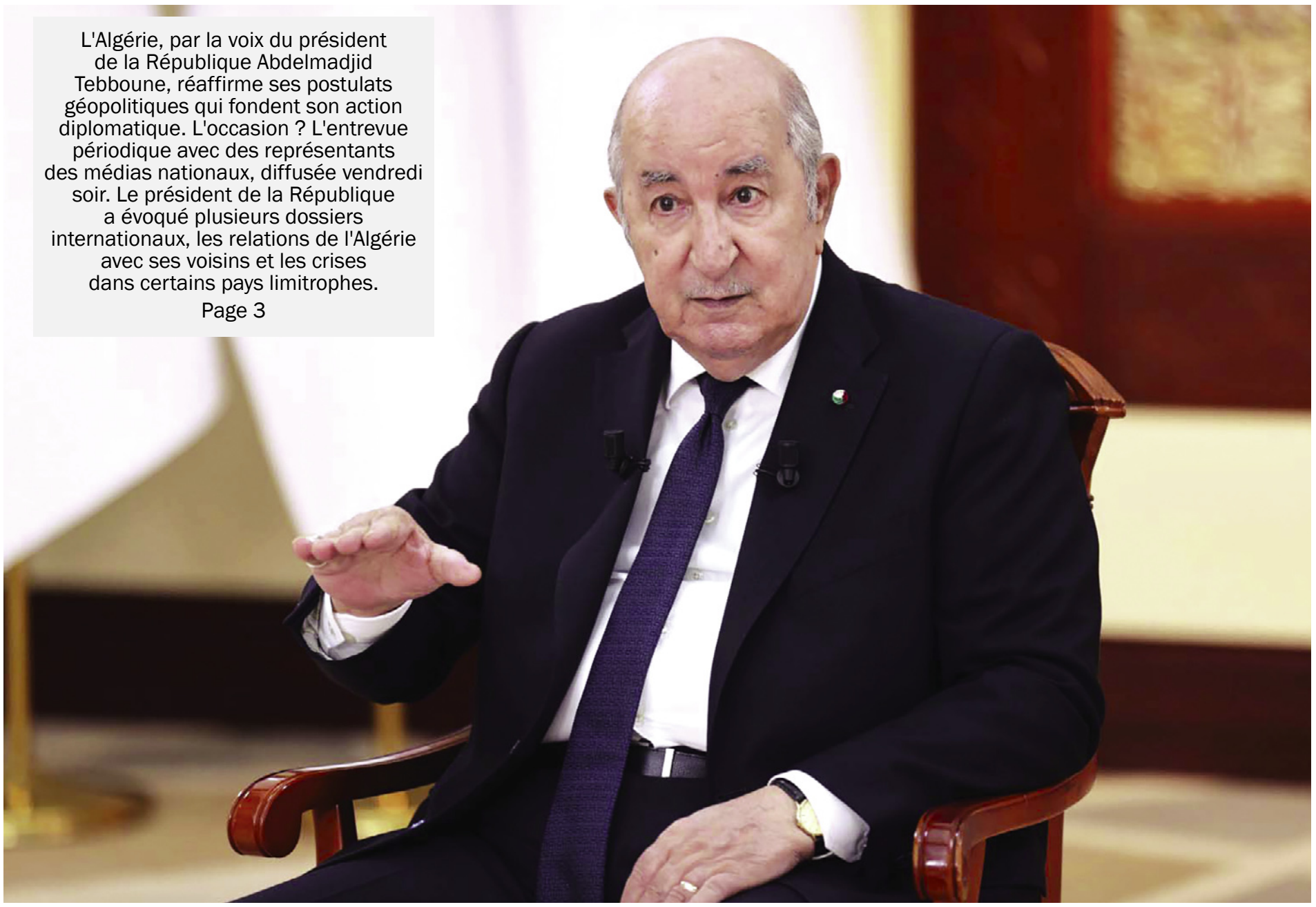
Page 6

Diplomatie algérienne

TEBBOUNE FIXE LES LIGNES

L'Algérie, par la voix du président de la République Abdelmadjid Tebboune, réaffirme ses postulats géopolitiques qui fondent son action diplomatique. L'occasion ? L'entrevue périodique avec des représentants des médias nationaux, diffusée vendredi soir. Le président de la République a évoqué plusieurs dossiers internationaux, les relations de l'Algérie avec ses voisins et les crises dans certains pays limitrophes.

Page 3



CHANGEMENT À LA TÊTE DU PARTI

Monder Bouden veut dépoussiérer le RND

Page 2

CESSEZ-LE-FEU À SOUEÏDA

Un fragile espoir de paix en Syrie

Page 7

INÈS, FARÉS ET BMK DÉCOIFFENT LE TNA

Ils font rire... là où ça dérange

Page 9

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

LE PRÉSIDENT DU ZIMBABWE EN VISITE EN ALGÉRIE

Un nouvel élan à la coopération

Le président de la République du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, a entamé hier une visite officielle de deux jours en Algérie. Il a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene, par le président du Conseil de la nation, Azzouz Nasri.



Hisser les relations à des niveaux supérieurs.

Cette visite intervient quelque temps après que les présidents des deux pays, Abdelmadjid Tebboune et Emmerson Mnangagwa, ont affirmé leur volonté commune de hisser les relations bilatérales à des niveaux supérieurs et d'établir un partenariat stratégique mutuellement bénéfique, au service des objectifs de développement et de l'intégration africaine.
La visite officielle du président zimbabwéen en Algérie et les entretiens qu'il aura avec les hauts responsables de l'Etat devraient permettre de renforcer l'entente politique et la coordination bilatérale entre les deux pays, connus pour leur attachement aux solutions africaines aux problèmes du continent et le rejet de toute forme d'ingérence étrangère, d'hégémonie et de dépendance.
D'ailleurs, à ce propos, cette visite sera l'occasion de réaffirmer la convergence de leurs vues, leurs positions communes en soutien à la lutte des peuples colonisés, en tête desquels les peuples palestinien et sahraoui, pour leur droit à l'indépendance et à l'autodétermination, et ce conformément à la légalité internationale.
Cette réaffirmation est rendue nécessaire après les multiples manœuvres du régime marocain au sein de certains pays, connus pour leur solidarité traditionnelle aux peuples colonisés en Afrique, cherchant un chimérique soutien à leur plan d'annexion du Sahara occidental. Ces manœuvres visent surtout à déstabiliser ces pays, en ciblant notamment des partis d'opposition, comme cela s'est passé en Afrique du Sud récemment. Il faut dire qu'entre l'Algérie et le Zimbabwe, il existe des liens solides, forgées dans la lutte de libération contre le colonialisme et la défense commune des valeurs de solidarité en Afrique et dans le monde.
Sur le plan de la coopération, les deux pays sont animés par une forte volonté de renforcer leur échange bilatéral dans plusieurs domaines, depuis la dernière visite du président du Parlement du Zimbabwe, Jacob Mudenda, en Algérie en mai 2023.
Depuis, plusieurs ministres et des délégations gouvernementales ont effectué des visites, insufflant un nouvel élan à ces relations, notamment dans le secteur de l'énergie, de l'éducation et de la santé.
Au bout de quelques mois, il y a eu la signature de nouveaux accords et mémorandums d'entente dans des domaines stratégiques.
En prévision de cette visite, la 4e session de la commission mixte de coopération algéro-zimbabwéenne s'est tenue mercredi dernier à Alger.
Cette commission «incarne une volonté sincère de bâtir une coopération africaine équilibrée et efficace», a affirmé la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Bakhta Selma Mansouri, ajoutant que la création d'un Conseil d'affaires commun «constitue un instrument essentiel pour activer la coopération entre les opérateurs économiques et améliorer les mécanismes d'échanges commerciaux entre les deux parties».
Pour sa part, le secrétaire permanent aux Affaires étrangères et au Commerce international du Zimbabwe, Albert Chimbindi, a affirmé que la commission mixte de coopération algéro-zimbabwéenne constituait «la pierre angulaire des relations entre les deux pays, en ce qu'elle offre un cadre organisé de dialogue et de coopération aux niveaux bilatéral, régional et international, qui a vocation à approfondir les domaines de coopération et à coordonner les positions des deux pays».
Appelant à mettre à profit l'Accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pour renforcer le commerce bilatéral, il a assuré que le Zimbabwe pouvait jouer le rôle de hub industriel, logistique et commercial en Afrique australe pour les entreprises algériennes.
Il y a quelques mois, le Zimbabwe a exprimé son vif intérêt pour les produits algériens. Son ambassadeur en Algérie, Vusumuzi Ntonga, a ciblé certains produits locaux, qui connaissent un fort succès aussi bien sur le marché national qu'international.
Dans une déclaration à la presse, en marge de la 3e édition du Salon africain des affaires, qui s'est tenu à Oran, il a ciblé notamment les produits pharmaceutiques, l'électroménager et les énergies fossiles et dérivés. Il a souligné la disponibilité de son pays à acquérir ces produits, soit en les important ou en les produisant localement par le biais de partenariats avec les opérateurs algériens.
Il a notamment indiqué que les opportunités de coopération entre les deux pays sont multiples dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie pharmaceutique, de l'industrie de l'électroménager et bien d'autres encore.
Le diplomate zimbabwéen a souligné que son pays «produit énormément de produits alimentaires qui peuvent intéresser l'Algérie», soulignant la possibilité d'établir des partenariats entre les deux pays, à l'instar de l'ouverture de banques algériennes au Zimbabwe pour faciliter le mouvement des capitaux, ainsi que l'ouverture de lignes aériennes directes.

Hachemi B.

CHANGEMENT À LA TÊTE DU RND

Monder Bouden veut dépoussiérer le parti

PLÉBISCITÉ par plus de 2 500 délégués venus des quatre coins du pays, le député à l'Assemblée populaire nationale (APN), Monder Bouden, a officiellement succédé, hier, à Mustapha Yahi à la tête du Rassemblement national démocratique (RND), en tant que secrétaire général, à l'issue des travaux du 7e congrès du parti, organisé au Centre international des conférences Abdelatif-Rahal, à Alger.
Sous le slogan «Ensemble… Vision et réalisation», ce 7e congrès a été présenté, par ses organisateurs, comme un moment de refondation politique et organisationnelle pour le parti. Dans son discours d'investiture, il a placé son mandat sous le signe du renouveau, de l'ouverture démocratique et de la responsabilité partagée. « Cette confiance est une responsabilité que nous partageons tous, direction et base, militantes et militants. Ce n'est pas un privilège personnel, mais une mission nationale à un moment déterminant de l'histoire de notre parti et de notre pays «, a déclaré M. Bouden devant les congressistes.
Pharmacien de formation, Monder Bouden est originaire de la wilaya de Mila. Il a progressivement fait son chemin dans les structures locales puis nationales du parti, selon les informations fournies. Elu député en 2021, il occupe actuellement le poste de vice-président de l'APN. Sa désignation comme secrétaire général, alors qu'il était jusque-là porte-parole du RND, marque une volonté de «renouvellement générationnel» au sein du parti. Ce tournant s'inscrit dans une dynamique de rajeunissement de la classe politique prônée par les autorités.
A ce titre, Monder Bouden a salué la participation record des jeunes au congrès, soulignant que « la participation des jeunes a dépassé les 34 %, soit plus de 800 militantes et militants issus de divers horizons, élus, étudiants, journalistes, acteurs associatifs… Ce n'est pas qu'un chiffre, c'est un tournant qualitatif, symbole d'une renaissance du parti, résolument tourné vers le renouvellement et convaincu que les jeunes ne sont pas un simple public à conquérir, mais de véritables partenaires dans la construction».
2 500 délégués, a-t-il indiqué, étaient présents à ce 7e congrès national, le plus important en nombre depuis la fondation du parti et le plus représentatif de la jeunesse dans l'histoire du RND.
Lors de son intervention, le nouveau SG a également souligné que le RND ne se veut ni « parti d'allégeance aveugle « ni « parti d'opposition frontale «, mais plutôt une « force de proposition, un partenaire institutionnel loyal et un acteur politique de consensus «. « Nous ne voulons pas être un simple écho du pouvoir, mais un partenaire national, loyal et conseiller. Le RND restera le parti de l'Etat, pas du pouvoir. Il restera la voix de la raison et le carrefour des compétences «, a-t-il affirmé.

UN PILIER DU FRONT INTÉRIEUR

M. Bouden a également exprimé son soutien au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et à sa vision de la «Nouvelle Algérie», saluant ses réformes constitutionnelles, économiques et sociales, ainsi que son rôle central dans le renforcement du rôle de la jeunesse et des institutions. « Nous saluons la politique de non-alignement et les positions fermes de la diplomatie algérienne, notamment sur les causes justes, comme celles des peuples palestinien et sahraoui «, a-t-il ajouté. Le RND, a-t-il poursuivi, restera un pilier du front intérieur et un soutien indéfectible aux forces de sécurité ainsi qu'à l'Armée nationale populaire (ANP), qualifiées de « yeux vigilants « de la nation.
Dans le même élan, le même intervenant a affirmé que dans un monde agité, secoué par des guerres et des reconfigurations géopolitiques, le rôle du RND doit évoluer pour accompagner les mutations de l'Etat et de la société, et contribuer à l'élaboration d'une vision nationale ambitieuse pour l'avenir. Le nouveau secrétaire général a annoncé une série d'initiatives visant à restructurer le parti, à savoir une campagne nationale de restructuration organisationnelle et idéologique, une politique active d'intégration de la jeunesse, ainsi que la transformation du RND en «laboratoire d'idées» et en «espace démocratique» au service des aspirations citoyennes. « Reconstruisons ensemble le parti que nous aimons, non à l'image du passé, mais à la mesure de l'avenir», a-t-il dit.
Pour rappel, Mustapha Yahi, qui a succédé à Tayeb Zitouni, en octobre 2023, à la tête du RND après la nomination de ce dernier au gouvernement, a récemment quitté ses fonctions. Il a été nommé président du Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST), une institution rattachée à la présidence de la République.
Pour lui succéder, le député Bouden a été désigné, à la fin du mois de mai, à la présidence du comité chargé de préparer le 7e congrès du parti.
Selon Monder Bouden, le 7e congrès du RND marque un tournant stratégique pour cette formation politique née en 1997 dans un contexte de crise
nationale. Enfin, d'après le nouvel élu du RND, le parti mise sur la jeunesse, l'expertise et l'ouverture démocratique, tout en réaffirmant son ancrage institutionnel et national.

Aouir Khalil

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE MAINTIENT LE CAP

Non-ingérence et non-alignement, crédos de la diplomatie algérienne

L'Algérie, par la voix du président de la République Abdelmadjid Tebboune, réaffirme ses postulats géopolitiques qui fondent son action diplomatique. L'occasion ? L'entrevue périodique avec des représentants des médias nationaux, diffusée vendredi soir. Le président de la République y a évoqué plusieurs dossiers internationaux, les relations de l'Algérie avec ses voisins ainsi que les crises dans certains pays limitrophes.

La situation dans la région du Sahel a été longuement abordée par le chef de l'Etat. A ceux qui pensent que l'Algérie est encerclée, le président Tebboune rappelle que les frontières du pays sont sanctuarisées par l'Armée nationale populaire. «Une armée forte», a affirmé le président de la République, qui a précisé, par la même occasion, que l'Algérie est une véritable université pour apprendre la lutte antiterroriste, eu égard à son expérience durant les années 1990. «Les frontières du pays sont protégées et il n'y a aucun problème», a martelé Abdelmadjid Tebboune.

C'est ainsi que le Président a tenu à réitérer l'estime et l'amitié que porte l'Algérie au Mali. «Le Mali vit dans l'instabilité entre le Nord et le Sud depuis 1960, et l'Algérie a toujours œuvré pour régler ce problème, jusqu'à l'élaboration du processus d'Alger» de 2015, a expliqué le chef de l'Etat.

Certains disent que c'est une ingérence dans leurs affaires intérieures, qu'ils soient manipulés ou pas, là n'est pas le problème. Le peuple malien est un peuple frère que nous ne laisserons jamais tomber. Les Accords d'Alger n'ont pas été imposés par l'Algérie, ce sont l'Union africaine et les Nations unies qui les ont imposés. Toutes les factions les ont signés, et il fallait intégrer les groupes rebelles. L'Algérie est un facilitateur, nous n'avons rien imposé», a tenu à rappeler le président Tebboune.

Poursuivant l'analyse de la situation politico-sécuritaire de ce pays, le président de la République a souligné qu'à chaque coup d'Etat, les putschistes pensent que le salut du Mali vient par le règlement sécuritaire par la force du problème du nord du pays. «A chaque fois, la situation arrive à un point critique qui nécessite l'intervention de l'Algérie pour calmer les esprits et faciliter le dialogue entre les parties maliennes», a expliqué Abdelmadjid Tebboune, qui a insisté sur l'impératif d'»une solution consensuelle» au problème malien, avec un credo défendu par l'Algérie, à savoir l'unité du peuple et du territoire du Mali.

Un autre postulat défendu par l'Algérie, la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays voisins et la non-utilisation de menaces à leur encontre. La ligne rouge étant, selon le président Tebboune, l'agression contre les frontières et le territoire de l'Algérie. Soucieux de l'application stricte de ce postulat, le chef de l'Etat a réitéré le refus de voir des groupes mercenaires se positionner à proximité des frontières algériennes. «Je l'ai dit à nos amis russes», a précisé le président de la République.

Pour lui, la solution du problème malien est «chez eux, elle n'est pas chez moi. L'Algérie a toujours refusé de s'immiscer dans les affaires intérieures du Mali, ou dans celle du Niger, du Burkina Faso ou encore de la Libye». «On le fait à leur demande, pour ne pas être accusés d'ingérence", a expliqué Abdelmadjid Tebboune.

Revenant sur les relations avec le Niger, le président de la République a rappelé quelques faits, notamment celui d'avoir reçu le Premier ministre nigérien en tête-à-tête pendant 3 heures pour tracer un programme d'aide ambitieux à ce pays, avant que ce dernier ne se solidarise avec le Mali en rappelant son ambassadeur d'Alger, et ce après l'affaire du drone malien le 1er avril dernier.

Autre révélation du chef de l'Etat, le refus de l'Algérie de l'opération Félix, montée par la France pour libérer le président nigérien déchu Mohamed Bazoum. «Si la question est manipulée, c'est leur problème», a-t-il souligné.

S'agissant du volet libyen, le président de la République a réitéré le principe de la disponibilité de l'Algérie à aider les Libyens à sortir de la crise qui les secoue depuis 2011.

Concernant les principes de la politique étrangère de l'Algérie, le Président a affirmé que «l'Algérie est fidèle au principe du non-alignement» auquel elle a adhéré en 1955, celui-ci étant dans son ADN. Pour Abdelmadjid Tebboune, «l'Algérie n'est le satellite de personne», c'est «un pays de principes depuis notre Révolution». Quant aux relations de l'Algérie avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) - elle a récemment adhéré au Traité d'amitié et de coopération -, le président de la République a expliqué que l'Algérie entretenait de bonnes relations avec tous les pays asiatiques, dont la Malaisie et l'Indonésie, avec lesquelles elle a des échanges commerciaux.

Pays médian entre l'Occident, l'Orient et l'Afrique, l'Algérie, forte de son histoire longue, refuse, a souligné Abdelmadjid Tebboune, d'»ériger en principe des moments passagers.

La conjoncture reste la conjoncture et un principe reste un principe». L'Algérie sera toujours aux côtés de la Palestine, comme elle soutient le droit des Sahraouis à l'autodétermination. Ce sont là deux des principes de l'Algérie, a dit le chef de l'Etat.

A ce propos, le Président a précisé que «tout le monde s'interroge sur le secret des bonnes relations qu'entretient l'Algérie avec les Etats-Unis d'Amérique, la Russie et la Chine».

«Ça c'est la force de l'Algérie parce que nous sommes honnêtes, nous ne remontons personne contre quiconque, par principe», a expliqué Abdelmadjid Tebboune.

Ce tour d'horizon nécessaire pour mieux appréhender les enjeux du monde actuel et les positions défendues par l'Algérie a eu le mérite d'éclairer l'opinion publique sur une diplomatie réaliste, qui défend les principes qui ont été tracés depuis la guerre de libération nationale et qui font l'exception algérienne dans le concert des nations.

Mahmoud Benmostefa



Le Président lors de l'entrevue avec les représentants des médias.

GUENDOUZI À PROPOS DE LA LUTTE CONTRE L'ÉCONOMIE PARALLÈLE :

«Une démarche pragmatique sans contrainte»

FAIRE disparaître l'économie parallèle sans avoir recours à la force ou à des mesures privatives de liberté, c'est ce qu'a indiqué le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de son entrevue périodique avec les médias vendredi soir.

Une orientation qui sonne comme «un changement de paradigme» dans le traitement du marché informel, qui occupe une place importante dans l'économie nationale. On se dirige désormais résolument vers l'insertion des activités informelles dans l'économie nationale. C'est l'avis du professeur en économie, Brahim Guendouzi, qui a signalé l'adoption, par les autorités, d'une démarche pragmatique sans imposer de contraintes. Cette démarche permet d'«intégrer des activités informelles dans l'économie formelle», a-t-il expliqué, citant l'intégration récente du commerce du cabas.

Cette activité est en effet régularisée, protégé par la loi et exercée dans le cadre de l'autoentrepreneuriat. «Progressivement, il y aura la mise en marche de l'informel dans l'économie réelle», a estimé M. Guendouzi, lequel a souligné le rôle qu'aura à jouer la numérisation dans ce processus. «La numérisation est un instrument essentiel. C'est un levier essentiel pour assurer la traçabilité de toutes les activités économiques», a signalé le professeur en économie.

Ce changement de paradigme dans le traitement de l'informel se traduit également par d'autres mesures, comme la création des zones franches dans les régions frontalières du pays.

«La création de ces zones franches dans les espaces frontaliers permettra principalement aux habitants de ces régions d'échanger des biens et marchandises. Des activités qui seront supervisés par des organismes spécialisés», a expliqué M. Guendouzi qui a, en outre, mis en avant les efforts et l'engagement de l'Algérie dans la lutte contre le blanchiment d'argent. Un engagement qui s'illustre par l'adoption, mercredi dernier, du projet de loi relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Cette loi devrait abolir les paiements cash, utilisés dans l'économie informelle, et encourager les transferts par banque, selon les explications de ce professeur en économie.

Interrogé sur les résultats réalisés par le secteur de l'agriculture, dont la valeur de la production a atteint les 38 milliards de dollars, selon les précisions du président de la République, M. Guendouzi a souligné les performances de l'agriculture, qui contribue à hauteur de 18 % au PIB. Des résultats obtenus, a commenté l'expert, grâce aux mesures d'accompagnement accordées par l'Etat aux agriculteurs et au secteur d'une manière générale, principalement en amont.

«Il y a eu beaucoup d'investissements dans le secteur de l'agriculture. Des aides et des financements avec des taux d'intérêt souvent bas ont été aussi accordés», a expliqué M. Guendouzi, qui a évoqué des efforts accomplis en termes d'irrigation et d'encadrement technique.

Evoquant le renforcement des capacités de stockage des céréales, qui vont atteindre les 9 millions de tonnes, à la faveur du programme national de réalisation de silos à travers les différentes wilayas du pays, le professeur en économie a également mis en exergue l'augmentation des rendements, notamment dans les filières essentielles, et le fait que des excédents sont même dégagés pour l'exportation, en plus de répondre à la demande locale.

Lilia Aït Akli

LOGEMENTS SOCIAUX À BOGHNI ET TIZI GHENIF

Les bénéficiaires connaissent enfin leur affectation

LES 78 BÉNÉFICIAIRES de logements sociaux à Tizi Ghnif, ainsi que les 44 de Boghni, ont enfin pris connaissance de leur affectation précise : numéro d'appartement et étage. Cette étape décisive a été rendue possible grâce à l'opération du tirage au sort organisée, jeudi dernier, par la commission locale du logement. Il convient de souligner que les décisions d'attribution avaient été remises aux bénéficiaires au début du mois, à l'occasion de la célébration du 63e anniversaire de l'indépendance nationale. Toutefois, ces derniers n'avaient reçu jusqu'ici aucune indication sur leurs futurs logements, et ce, pour une raison simple : les habitations ne sont pas encore achevées. La remise des clés n'interviendra qu'une fois les travaux de finition terminés et les logements rendus habitables. Cette opération pourrait coïncider avec la célébration du 1er Novembre prochain, marquant le 71e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale. Toutefois, une remise anticipée reste envisageable, à condition d'accélérer sensiblement le rythme du chantier. Une source proche du dossier a confié au Jeune Indépendant que les travaux restants à réaliser sont encore «assez importants», ce qui pourrait compromettre un calendrier trop optimiste si les moyens ne sont pas mobilisés rapidement.

Saïd Tissegouine

COMMERCE

Plus de 8 700 infractions dans six wilayas de l'Ouest

PAS MOINS de 8 707 infractions ont été enregistrées depuis le début de l'année en cours jusqu'à ce jour, par les brigades de contrôle des services du commerce dans six wilayas de l'Ouest du pays, selon la direction régionale du commerce intérieur et de la régulation du marché national. Ces infractions, recensées dans les wilayas de Mascara, Relizane, Chlef, Saïda, Tissemsilt, Tiaret ainsi que dans la wilaya déléguée de Ksar Chellala (Tiaret), ont donné lieu à l'établissement de 8 304 procès-verbaux pour poursuites judiciaires et à la fermeture de 447 locaux commerciaux. Les infractions relevées en lien avec les pratiques et les activités commerciales concernent principalement le défaut d'affichage des prix, l'absence de facturation, l'exercice d'une activité commerciale sédentaire ou ambulante sans inscription au registre du commerce, le non-respect de la mise à jour des données du registre de commerce, l'opposition au contrôle, entre autres, indique-t-on de même source. En matière de répression des fraudes, les infractions constatées sont liées au non-respect de l'obligation d'hygiène, de la sécurité des produits, de la garantie ou de l'exécution de celle-ci, ainsi qu'à l'absence de contrôle préalable de conformité.

Les brigades de contrôle des wilayas concernées ont effectué, durant la même période, un total de 120.878 interventions, ajoute la même direction relevant que la valeur vénale des produits alimentaires non conformes saisis a dépassé les 29 millions DA, tandis que le montant des transactions non facturées a été estimé à plus de 5 milliards DA. Par ailleurs, les résultats des analyses de laboratoire ont révélé que 100 échantillons alimentaires sur 638 prélevés étaient non conformes.

S. N.

STATION DE DESSALEMENT DE L'EAU DE MER DE TOUDJA

Augmentation de la production dès aujourd'hui

Opérationnelle depuis le 18 juin dernier, la station de dessalement de l'eau de mer de Tighremt, commune de Toudja, devrait passer dès aujourd'hui à 180 000 m3 /jour, sachant qu'actuellement elle tourne à un régime de 150 000m3/jour d'eau dessalée. C'est ce qu'a annoncé, hier, le wali de Béjaïa, Kamel-Eddine Karbouche.



Le wali de Béjaïa, Kamel-Eddine Karbouche.

Le chef de l'exécutif a affirmé, lors de son passage dans émission de la Rédio locale, que «La station est toujours en phase d'essai et d'observation du fonctionnement et la fiabilité de ces équipements avant de passer à sa capacité réelle qui est de 300 000 m3/jour».

Concernant le rinçage des équipements, l'opération est terminée en ce qui concerne Saket et actuellement une autre opération de désinfection et de rinçage avec la vidange à Saket est terminée.

En plus des 19 km de canalisation, la vidange vers Timezrit concerne 6 réservoirs et 2 stations de pompage. Pour rappel, la station de dessalement de l'eau de mer de Toudja a commencé à tourner, en phase d'essais techniques, progressivement avec un régime de 30 000 m3/ jour pour passer ensuite à 50 000m3/jour allant en l'espace de quelques jours à 90 00m3/jour et successivement à 120 000, puis 15000 m3/jour pour finir cette semaine à 180 000m3/jour avant d'aller vers 240 000m/jour dans les semaines à venir et plus tard à 300 000m3/jour en cas nécessité.

Le groupe Sonatrach a affirmé dans son dernier communiqué que «la station de dessalement de l'eau de mer de Toudja, qui devrait alimenter plus de 3 millions âmes, est passée de 120 000m3/jour à 150 000 3/ jour récemment et devrait tourner avec un régime de 180 000m3/jour dans les prochains jours». M. Karbouche a déclaré que «les besoins de la wilaya de Béjaïa en eau potable sont situés entre 250 à 260 000m/3».

Ces besoins incluent évidemment les autres ressources, comme les eaux souterraines, telles que ceux des forages, les captages, les sources et les eaux des surfaces, comme ceux des barrages».

A titre de rappel, 120 000 m 3/ jour d'eau qui seront produits par les stations de dessalement de Tighremt seront destinés aux wilayas de Bouira, Sétif et Bordj Bou Arréridj.

Autrement dit, 30 000 m 3 pour la wilaya de Sétif, 30 000 m 3 pour la wilaya de Bourdj Bou Arréridj et 40 000 m3 pour la wilaya de Bouira. Le reste sera destiné pour la wilaya de Béjaïa qui reste alimentée par les forages, la source bleue, les barrages Ighil-Emda, Ighzer Ouftis, et Tichi-Haf et les sources et captage pour certaines communes situées dans les zones montagneuses.

Il faut savoir que les communes de la haute vallée de la Soummam comme Béni M'lickeche, Boudjellil, Ighil-Ali, Aït R'zine, Tazmalt souffrent effroyablement en manque d'eau potable depuis au moins 5 ans. Plusieurs forages ont connu un rabattement considérable en débit et d'autres pourraient être à sec durant cette période de chaleur.

N. Bensalem

LIGNE FERROVIAIRE EL MENIAA - IN SALAH - TAMANRASSET

Le tracé du projet dévoilé

L'ÉTUDE liée au tracé du projet de la voie ferroviaire reliant trois destinations importantes, soit El Meniaa, In Salah et Tamanrasset, sur plus d'un millier de kilomètres, a été présentée, hier, lors d'une rencontre tenue au siège de la wilaya d'In-Salah, par les représentants de l'Agence nationale d'étude et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif). C'est ce qu'ont indiqué les services de la wilaya d'In-Salah dans un communiqué.

Ce projet viendra ainsi s'ajouter à celui de la ligne ferroviaire devant relier Alger à Tamanrasset et dont le coup d'envoi est prévu au cours de cette année.

La rencontre, présidée par le wali, Abdelkader Bendjima, en présence des autorités, élus et cadres locaux, de représentants de la société civile, ainsi que des services techniques et bureaux d'études, a été l'occasion pour le directeur des études à l'Anesrif, Farouk Kliouati, de faire une présentation détaillée du projet et de sa consistance, dans le cadre d'un mégaprojet de développement du rail en Algérie. D'après la présentation, le tracé de cette voie ferroviaire reliera les wilayas d'El-Meniaa et In-Salah sur 410 km et les wilayas d'In-Salah et Tamanrasset sur 680 km, a précisé la source.

Le directeur des travaux publics de la wilaya d'in-Salah, Aissa Bouhelfaya, a expliqué que le projet est porteur de perspectives de développement «prometteuses» pour la wilaya, et ne manquera pas, dans ses dimensions stratégiques, d'insuffler «une dynamique à la région dans les domaines socio-économique, agricole, et touristique».

L'opportunité a été saisie par les représentants des directions de l'exécutif et des services techniques de la wilaya pour soulever aux cadres de l'Anesrif une série de questionnements sur les solutions envisagées en ce qui concerne les points d'intersection et d'interférence du projet de cette voie ferroviaires avec les canalisations de transport d'hydrocarbures et les zones de transit des populations nomades et de transhumance de leurs cheptels.

Les représentants de la société civile de la région ont, pour leur part, mis l'accent sur le respect du cachet architectural typique de la région dans la réalisation de la gare ferroviaire d'In-Salah.

Par ailleurs, avec ce nouveau projet, la wilaya de Tamanrasset sera bien desservie en matière d'infrastructure ferroviaire si l'on considère qu'un autre projet d'envergure devrait démarrer cette année. C'est la ligne devant la relier à la capitale.

Selon les prévisions, les travaux de réalisation de la ligne ferroviaire Alger - Tamanrasset devront être lancés au cours de l'année 2025, avait savoir le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh.

Il avait assuré que le projet de cette ligne reliant les wilayas du Nord et du Sud, auquel le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, accorde une importance capitale, sera lancé cette année.

Le Chef de l'Etat avait instruit d'accorder la priorité absolue à la ligne ferroviaire Alger - Tamanrasset et à l'interconnexion avec les pays du voisinage africain, rappelle-t-on.

M. B.

NUMÉRISATION DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE

POUR UNE MEILLEURE GESTION DES DÉPENSES PUBLIQUES

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a souligné hier l'importance stratégique de la numérisation dans la modernisation de la gestion publique, lors d'une journée d'étude intitulée : «La contribution de la numérisation à l'efficacité des dépenses publiques dans les projets d'infrastructure».



Un levier incontournable.

Dans son allocution d'ouverture, le ministre a indiqué que la numérisation s'impose comme «un levier incontournable pour répondre aux défis du terrain, tels que la hausse des coûts, les retards d'exécution ou encore le manque de contrôle». L'intégration de solutions numériques, selon lui, permet en effet un suivi en temps réel des projets, une meilleure analyse des données, et une prise de décision plus éclairée à tous les niveaux.

Dans ce cadre, Rekhroukh a déclaré œuvrer à la généralisation des outils numériques dans la gestion des opérations en cours, notamment à travers la mise en place d'un portail numérique et d'un système d'information. «Ces dispositifs permettront un suivi rigoureux des projets en matière de travaux publics et d'infrastructures, aussi bien au niveau central que local», a-t-il ajouté, lors de cette journée qui a eu lieu en présence de Meriem Benmouloud, Haut-commissaire à la numérisation au rang de ministre, et de nombreux cadres représentant du ministère des Finances.

A travers cette initiative a poursuivi Rekhroukh, le gouvernement entend renforcer la coordination entre les secteurs des Travaux publics, des Finances et du Numérique, en vue d'instaurer une transition numérique «efficace et durable» au service d'une meilleure gestion des ressources publiques et des grands projets d'infrastructures à l'échelle nationale.

Face aux mutations économiques et technologiques rapides qui marquent l'environnement mondial, le ministre a plaidé pour une refonte des modes de gestion dans les institutions publiques. Il a insisté sur la nécessité d'adopter des approches modernes, fondées sur la rigueur, la transparence et l'exploitation intelligente des données.

Le ministre a également indiqué que ce système fera office de véritable tableau de bord pour les décideurs, permettant d'anticiper les retards, de maîtriser les coûts, et de garantir une utilisation optimale du budget alloué au secteur.

Une telle démarche, a-t-il souligné, s'inscrit dans une vision plus large visant à exploiter pleinement les potentialités offertes par la numérisation à chaque étape de réalisation des projets, de la planification à l'évaluation finale.

Cette journée d'étude s'inscrit dans la continuité des efforts engagés par les pouvoirs publics pour moderniser la gestion des projets d'infrastructure. Pour rappel, le 9 juillet, une commission mixte a été installée entre les ministères des Travaux publics et de l'Economie de la connaissance, afin d'intégrer les start-ups et les micro-entreprises dans la réalisation des projets.

Cette initiative vise à promouvoir l'innovation et l'usage des technologies intelligentes, en misant sur la recherche scientifique, les outils numériques et le knowledge management pour améliorer la performance des projets, en particulier dans les domaines ferroviaires et des transports guidés.

Rim Boukhari

RÉSULTAT NET, INTRODUCTION EN BOURSE, DIGITALISATION...

Le CPA fait son bilan

LE CRÉDIT Populaire d'Algérie (CPA) fait le bilan de ses réalisations et de ses activités durant l'année 2024, marquée par l'introduction de la banque à la Bourse d'Alger ainsi que l'expansion de la finance islamique au sein de la banque.

Le bilan du CPA adopté par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, tenue récemment à Alger, a fait état de la réalisation d'un résultat net bénéficiaire de 41,9 milliards DA durant l'exercice 2024. Les comptes sociaux de la banque font ressortir un total bilan enregistré durant le même exercice de 3 237 milliards DA, est-il indiqué dans le bilan rendu public par la banque publique.

Un montant de 2 milliards DA a été affecté en tant que réserve légale, tandis que les dividendes à distribuer aux actionnaires se sont élevés à 25 milliards DA. Les réserves facultatives, quant à elles, ont totalisé 14,8 milliards DA, selon le même bilan.

L'Assemblée générale a fixé, par ailleurs, à 125 DA le montant du dividende par action, dont la distribution se fera le 22 juillet en cours, est-il indiqué par le CPA.

L'année 2024 avait également été marquée par l'introduction du CPA à la Bourse d'Alger, devenant ainsi la première banque publique à ouvrir son capital via le marché financier. L'opération avait permis de lever plus de 112 milliards DA grâce à la mise en vente de 60 millions d'actions.

Pour ce qui est de la finance islamique, la banque publique fait état de la poursuite de son expansion au sein de la banque, avec un volume de dépôts atteignant 57,5 milliards DA depuis son lancement en 2020 jusqu'à la mi-juillet en cours, a indiqué Sofiane Mazari, chef de division de la finance islamique au sein de la banque, dans une déclaration à l'APS.

Les financements accordés dans le cadre de la finance islamique se sont établis à 13,3 milliards DA relève M. Mazari, qui a souligné l'engouement encourageant pour les produits de Mourabaha, tout en affirmant que des efforts sont en cours pour améliorer davantage ces produits et en proposer de nouveaux prochainement. Le responsable a également révélé que les clients de la banque peuvent convertir leurs financements classiques destinés à l'acquisition de logements promotionnels publics (LPP) en financements islamiques.

La banque dispose actuellement de 112 guichets dédiés à la finance islamique, dont trois agences opérant exclusivement selon ce mode de financement. Le nombre de comptes ouverts pour ce mode a atteint 84 752 à la mi-juillet en cours.

Les dépôts liés à la finance islamique avaient atteint 53 milliards DA à la fin février dernier, avait précédent fait savoir la banque.

Dans le cadre de sa stratégie de digitalisation, la banque a lancé en 2024 la carte bancaire +Cpaye, permettant à son détenteur d'effectuer des achats via les terminaux de paiement électroniques et sur Internet, avec un prélèvement différé jusqu'à la réception du salaire.

Le CPA a également activé le service de paiement mobile «CPA WIMPAY», permettant de régler ses achats via un code QR.

M. B.

SOLDES D'ÉTÉ 2025

Coup d'envoi le 26 juillet

LE MINISTÈRE du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a annoncé l'ouverture officielle de la période estivale des soldes, prévue du 26 juillet au 13 septembre 2025. Une aubaine pour les consommateurs qui auront à profiter des prix réduits des produits, mais aussi pour les commerçants qui vont pouvoir écouler rapidement leurs marchandises.

À travers cette initiative, les autorités entendent stimuler l'activité commerciale durant la saison estivale tout en offrant aux consommateurs la possibilité d'acquérir des produits et services à des prix avantageux. Le ministère invite ainsi les opérateurs économiques à saisir cette opportunité pour dynamiser leurs ventes en proposant des remises attractives et compétitives.

Les commerçants souhaitant participer à cette opération sont appelés à déposer une demande d'autorisation auprès des directions du commerce de wilaya. Le dossier requis doit comporter une copie de l'extrait du registre du commerce, ou à défaut, du registre de l'artisanat et des métiers, une liste détaillée des produits concernés par les soldes ainsi que leurs quantités, et une fiche récapitulative des réductions prévues, accompagnée des anciens prix pratiqués. Le ministère assure que l'ensemble de ses structures, telles que l'administration centrale, les directions régionales et directions de wilaya, restent mobilisées pour accompagner les professionnels, répondre à leurs interrogations et faciliter les démarches. Pour plus d'informations, les opérateurs peuvent consulter le site officiel www.commerce.gov.dz.

L'organisation des soldes, notons-le, s'inscrit dans le cadre du décret exécutif n° 06-215 du 18 juin 2006, modifié et complété, régissant les différentes formes de vente exceptionnelles, notamment les soldes, les ventes promotionnelles, les liquidations de stocks, la vente dans les magasins d'usine et la vente hors des locaux commerciaux.

R. B.

NOYADES EN SÉRIE

Plus de 110 morts depuis le début de juin

L'ÉTÉ 2025 tourne au drame sur les plages et les plans d'eau du pays. En à peine un mois et demi, plus de 110 personnes ont perdu la vie par noyade, transformant les vacances de nombreuses familles en cauchemar. C'est ce qu'a indiqué, hier, un bilan alarmant de la Direction générale de la Protection civile (DGPC).

Selon les données fournies par le bilan, 75 décès par noyade ont été enregistrés sur les plages depuis le 1er juin, tandis que 37 autres ont été recensés dans des plans d'eau répartis à travers le territoire national. Dans cette optique, le commandant Nassim Bernaoui, sous-directeur des statistiques et de l'information à la DGPC, a précisé dans une déclaration à l'APS que 36 des victimes se sont noyées dans des plages interdites à la baignade, et 35 sur des plages pourtant surveillées, dont 19 hors des heures de surveillance et 5 alors que le drapeau rouge était hissé, signalant une interdiction de baignade.

Du côté des plans d'eau, la DGPC, d'après lui, a recensé une répartition dramatique, 14 noyades dans des bassins, 8 dans des bassins d'irrigation, 7 dans des piscines, 4 dans des barrages, 3 dans des retenues d'eau, et un dans un oued.

En dépit de la mobilisation des services de secours, le même intervenant souligne que plus de 16 500 personnes ont dû être sauvées dans le cadre de 24.187 interventions effectuées sur les plages surveillées. Une charge colossale pour les équipes de surveillance estivale.

Face à ce drame, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a lancé une campagne de sensibilisation, à travers des panneaux publicitaires appelant les citoyens à éviter les zones interdites et à respecter les consignes de sécurité. Le mot d'ordre : Protégez votre vie, ne transformez pas vos vacances en drame.

Enfin, la Protection civile insiste sur la vigilance de chacun et rappelle que la baignade dans des zones non surveillées ou interdites met gravement en danger la vie des estivants.

Aouir Khalil

MÉDÉA

Un piéton délibérément écrasé par un conducteur

UNE VIDÉO diffusée sur les réseaux sociaux, montrant un piéton volontairement percuté par un véhicule dans un quartier de la ville de Médéa, a déclenché une enquête rapide de la part des services de sécurité.

Suite à l'exploitation de ces images choquantes, les éléments de la 3e sûreté urbaine, appuyés par les unités opérationnelles et la Brigade de recherche et d'intervention (BRI), ont lancé des investigations. Grâce à un travail d'identification mené par les services techniques spécialisés de la police judiciaire, le conducteur a été rapidement retrouvé et arrêté.

Accusé de violence volontaire à l'aide d'un véhicule contre un piéton, l'auteur présumé a été présenté devant la justice compétente. Le véhicule impliqué dans l'agression a été saisi dans le cadre de l'enquête.

Nabil B.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Maintien de l'allocation pour les personnes handicapées

Bonne nouvelle pour les stagiaires en situation de handicap inscrits dans les centres publics de formation professionnelle.



Une bonne nouvelle.

Ils continueront à bénéficier de l'allocation forfaitaire de solidarité durant toute la période de leur formation. Une disposition rendue possible grâce à un arrêté interministériel daté du 17 juillet, publié conjointement par les ministères de la Solidarité nationale, de la Formation professionnelle et du Travail.

Jusqu'ici, de nombreux jeunes en situation de handicap étaient contraints de renoncer à leur formation ou d'abandonner en cours de route la réglementation interdisant le cumul entre cette allocation de solidarité, souvent vitale, et l'inscription dans un établissement de formation professionnelle. Une injustice que les pouvoirs publics entendent désormais corriger.

Le nouveau texte vise à mettre fin à ces blocages administratifs qui nuisaient à l'insertion sociale et professionnelle des personnes concernées. Il permet à tous les stagiaires, apprentis ou élèves handicapés, inscrits dans les structures publiques de formation et d'enseignement professionnels, de conserver leur droit à l'aide financière et à la couverture sociale. Cette mesure s'inscrit dans la continuité des engagements du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur d'un renforcement de la solidarité nationale et d'une prise en charge plus équitable des personnes en situation de handicap, notamment dans les domaines de l'éducation, de la formation et de l'emploi.

Ce nouveau dispositif est le fruit d'une coordination étroite entre trois départements ministériels : la Solidarité nationale, la Formation professionnelle, ainsi que le Travail et la Sécurité sociale. Une action conjointe saluée par les associations du secteur qui y voient une étape importante vers une meilleure inclusion. Dans un communiqué, le ministère de la Solidarité nationale a souligné que cette décision vise à garantir les droits fondamentaux des personnes handicapées tout en facilitant leur parcours de formation, condition essentielle pour leur insertion sur le marché du travail.

Au-delà des mesures techniques, cet arrêté traduit une volonté politique claire, à savoir ne plus laisser les personnes en situation de handicap en marge des dispositifs de qualification et de formation. Il s'agit, selon le ministère, de « renforcer leur participation active au développement économique et social du pays ».

Grâce à cette avancée, des centaines de bénéficiaires potentiels à travers le territoire pourront désormais intégrer les centres de formation sans avoir à choisir entre apprentissage et survie financière. Un équilibre longtemps attendu, et désormais en voie d'être consolidé.

Lynda Louifi

DIRECTION DE LA CULTURE DE MÉDÉA

Une fête en l'honneur des bacheliers

L'OBTENTION du baccalauréat est un événement toujours célébré par les familles algériennes, car il marque la fin d'un cycle et ouvre les portes de l'université. À Médéa, la proclamation des résultats donnera lieu à une initiative originale. La direction de la culture et des arts organisera une fête en l'honneur des nouveaux bacheliers, aujourd'hui, au théâtre en plein air du pôle urbain de la ville.

Cette initiative, à la fois judicieuse et innovante, vise à offrir des moments de joie collective et de partage, non seulement aux bacheliers eux-mêmes, mais aussi à leurs familles, qui ont accompagné leurs efforts tout au long de l'année scolaire.

Selon la direction de la culture, cette célébration s'inscrit dans le cadre du programme d'animation culturelle et artistique estivale et prendra la forme d'une soirée artistique familiale, avec de nombreuses surprises au programme.

Pour les organisateurs, il s'agit également de renforcer les liens entre les jeunes diplômés issus de différents établissements et communes, et de leur permettre de relâcher la pression après des mois de travail intense et de stress. Cependant, la fête du bac ne saurait être complète sans une pensée pour ceux qui n'ont pas réussi cette session. Les organisateurs souhaitent aussi les inviter à participer à cette soirée, pour leur transmettre un message d'encouragement et d'espoir : leur tour viendra, et leur avenir reste plein de promesses.

Nabil B.

PROTECTION CIVILE

Stage conjoint algéro-tunisien clôturé à Tunis

UN STAGE de formation conjoint en plongée, réunissant des agents de la Protection civile d'Algérie et de Tunisie, s'est achevé samedi à Tunis, a indiqué la Direction générale de la Protection civile (DGPC) dans un communiqué.

Organisé dans le cadre de la coopération bilatérale entre les deux pays en matière de protection civile, ce stage a permis à des professionnels des deux rives de la frontière de renforcer leurs compétences en matière d'interventions en milieux aquatiques.

Le programme de formation a porté notamment sur des exercices pratiques de plongée et de sauvetage, incluant des simulations d'interventions en zones à risque. Ce stage a également constitué un cadre d'échange d'expertises et de techniques opérationnelles modernes entre les participants. Selon la DGPC, l'accent a été mis sur l'importance de ce type d'initiatives pour le renforcement des capacités des agents sur le terrain et la consolidation d'une réponse coordonnée face aux catastrophes naturelles, aux incendies ou encore aux inondations. Ce stage s'inscrit dans une dynamique de coopération continue entre les deux pays, visant à mieux préparer les équipes de secours aux défis communs que posent les changements climatiques et les risques majeurs dans la région.

Les autorités des deux côtés ont salué la qualité de la collaboration et la volonté commune d'ancrer le principe de disponibilité et d'intervention conjointe, dans l'esprit de solidarité et de fraternité qui unit l'Algérie et la Tunisie.

S. N.

CESSEZ-LE-FEU À SOUEÏDA

Un fragile espoir de paix en Syrie

La présidence syrienne a annoncé un cessez-le-feu immédiat à Soueïda ce 19 juillet, après des affrontements ayant fait plus de 700 morts. Les forces de sécurité se déploient pour rétablir l'ordre, mais des violences sporadiques persistent.



L'accord, soutenu par les États-Unis et Israël, reste fragile face aux tensions communautaires. La présidence syrienne a annoncé ce 19 juillet un cessez-le-feu « immédiat et global » dans la province de Soueïda, dans le sud de la Syrie, où des affrontements intercommunautaires entre Druzes, Bédouins et forces gouvernementales ont fait plus de 700 morts depuis le 13 juillet, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Dans un communiqué, la présidence a appelé « toutes les parties à respecter entièrement » cette trêve pour « préserver l'unité du territoire et la sécurité du peuple syrien ». Les forces de sécurité ont commencé à se déployer dans la province, sous la supervision du ministère de l'Intérieur, pour « protéger les civils et mettre fin au chaos », a déclaré Noureddine al-Baba, porte-parole du ministère, sur Telegram. Un accord plus qu'instable Cet accord, conclu sous l'égide des États-Unis, implique un consensus entre le président intérimaire Ahmed al-Chareh et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou, malgré des tensions préalables dues aux bombardements israéliens sur Damas le 15 juillet, qui ont fait trois morts. Les violences à Soueïda, déclenchées par l'enlèvement d'un marchand druze le 11 juillet, ont exacerbé des tensions historiques entre Druzes et Bédouins. Les combats, marqués par des exactions, ont causé environ 80 000 déplacements, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'hôpital de Soueïda, unique structure opérationnelle, a reçu « plus de 400 corps » depuis le 14 juillet, dont des femmes et des enfants, selon le médecin Omar Obeid. Malgré l'accord, des affrontements sporadiques ont persisté le 19 juillet, avec des fumées noires visibles au-dessus de la ville, témoignant de la fragilité de la trêve.

L'OSDH et des témoins accusent les forces syriennes d'avoir soutenu les Bédouins et commis des exécutions sommaires, tandis qu'Israël, invoquant la protection des Druzes, a menacé d'intensifier ses frappes si les forces syriennes ne se retiraient pas. La médiation américaine, soutenue par la Turquie et la Jordanie, a permis cet accord, mais la situation reste instable. Ahmed al-Chareh, à la tête d'une coalition islamiste depuis le départ de Bachar el-Assad en décembre 2024, est fragilisé par ces violences, qui révèlent les défis de la stabilisation d'un pays déchiré par 14 ans de guerre civile. L'ONU, par la voix de Volker Türk, a appelé à des enquêtes transparentes sur les exactions.

R. I.

FACE AUX PRESSIONS OCCIDENTALES

L'Iran menace de quitter le Traité de non-prolifération nucléaire

L'ESCALADE se poursuit entre l'Iran et les puissances occidentales. Un haut responsable iranien a déclaré que le pays pourrait quitter le Traité de non-prolifération nucléaire et accroître l'enrichissement de son uranium au-delà de 60% si Washington, Londres, Paris et Berlin maintiennent leurs menaces de nouvelles sanctions. L'Iran hausse le ton face à la montée des pressions occidentales. Ce 19 juillet, le député iranien Ebrahim Rezaei, porte-parole de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Parlement, a averti que son pays pourrait quitter le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) si les sanctions continuent de se renforcer. Selon l'agence iranienne Tasnim, il a également évoqué la possibilité d'un enrichissement de l'uranium à un niveau supérieur à 60 %, ainsi que la production et l'exportation de centrifugeuses de nouvelle génération. « L'Iran n'a jusqu'à présent que suspendu volontairement l'application du protocole additionnel, tout en restant membre du TNP. Toutefois, si les pressions extérieures se poursuivent, nous envisagerons de quitter le traité, d'augmenter l'enrichissement de l'uranium, de développer l'exportation de centrifugeuses et d'étendre notre coopération nucléaire », a-t-il encore déclaré. Les menaces du mécanisme européen de sanctions Cette déclaration intervient dans un contexte de tensions croissantes. La « troïka européenne » – composée de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne – a récemment menacé de réactiver le mécanisme dit de « snapback » qui permettrait le rétablissement automatique de toutes les sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU, initialement levées par l'accord nucléaire de 2015. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a répondu que si ce mécanisme était enclenché, cela mettrait fin à toute participation européenne dans les négociations sur le programme nucléaire iranien. Le ministre a souligné que les pays européens devaient « agir de manière responsable » et abandonner leur volonté de relancer les sanctions, s'ils souhaitent conserver un rôle dans les discussions. Il a aussi affirmé que Téhéran était toujours ouvert à des négociations, mais uniquement sur la base d'un accord « équilibré et mutuellement bénéfique ». Une stratégie iranienne de résistance Le président iranien Masoud Pezeshkian a par ailleurs signé, début juillet, un décret suspendant la coopération avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Cette décision fait suite à des critiques envers l'agence et son directeur Rafael Grossi, accusés de passivité face aux frappes américaines et israéliennes contre les sites nucléaires iraniens de Fordo, Ispahan et Natanz. En juin, des discussions entre Washington et Tel Aviv ont eu lieu concernant de nouvelles frappes sur les infrastructures nucléaires iraniennes, au cas où Téhéran refuserait de relancer les négociations. D'après plusieurs sources, seuls certains des sites touchés lors des bombardements américains du 22 juin auraient été sérieusement endommagés, laissant à l'Iran la possibilité de poursuivre ses recherches nucléaires. Ebrahim Rezaei a aussi précisé que même si le mécanisme des sanctions était activé, cela ne changerait pas fondamentalement la situation pour l'Iran, qui vit déjà sous plusieurs sanctions internationales très dures. Les pays occidentaux, menés par les États-Unis sous l'administration Trump, ont fixé la fin août 2025 comme échéance pour parvenir à un nouvel accord nucléaire. Sans accord, toutes les sanctions seraient automatiquement rétablies. Face à cette menace, Téhéran affiche sa fermeté et sa détermination à défendre sa souveraineté nucléaire.

R. I.

ACCUSATIONS D'INGÉRENCE RUSSE

L'administration Obama a politisé et instrumentalisé les services de renseignement

LA DIRECTRICE du renseignement américain, Tulsi Gabbard, a diffusé une série de documents et accusé des figures clefs de l'administration Obama d'avoir crée le narratif de la prétendue ingérence russe lors de la présidentielle de 2016 remportée par Donald Trump afin de saper son mandat, notamment en divulguant «de fausses déclarations aux médias». « Un coup d'État de plusieurs années contre le président » Trump : telle est la façon dont Tulsi Gabbard, directrice du renseignement national (DNI) des États-Unis, a présenté une série d'extraits de documents qu'elle a publiés le 18 juillet. Documents qui, affirme-t-elle, tendent à prouver que « les services de renseignement ont été politisés et instrumentalisés par les plus puissants de l'administration Obama ». En toile de fond : les accusations portées à l'encontre de la Russie d'être prétendument intervenue dans l'élection présidentielle américaine de novembre 2016. Une course à la Maison blanche qui avait été remportée par la magnat de l'immobilier, aux dépends de la candidate du parti démocrate Hillary Clinton qui était alors donnée grande favorite. Des accusations qui furent largement reprises par la presse, qui ont autant miné le premier mandat de Donald Trump que les relations russo-américaines elles-mêmes. Des accusations d'ingérence sur lesquelles avait à sa manière surfé en France le parti d'Emmanuel Macron en vue de la présidentielle du printemps 2017. « Les Russes et les acteurs criminels n'ont pas eu d'impact sur les récents résultats des élections américaines en menant des cyber activités malveillantes contre l'infrastructure électorale », peut-on lire dans un extrait du President's Daily Brief (PDB), daté 8 décembre, préparé par les responsables de la Communauté du renseignement des États-Unis (IC). Un constat qui, a souligné Gabbard, aurait été en adéquation avec le « consensus » au sein de l'IC « durant les mois précédant l'élection de 2016 ». Constat selon lequel « la Russie n'avait ni l'intention ni la capacité de pirater les élections américaines », a-t-elle résumé, en postant trois autres extraits de rapports datés des 31 août, 9 septembre et 7 décembre. Cependant, le ton change radicalement dès le 9 décembre. La Communauté du renseignement « est prête à produire une évaluation à la demande du président, qui rassemble les informations dont nous disposons sur les outils utilisés par Moscou et les mesures qu'elle a prises pour influencer les élections de 2016 », peut-on lire dans le compte rendu d'une rencontre à la Maison Blanche à laquelle ont notamment participé le directeur du FBI James Comey, son homologue de la CIA John Brennan ou encore le DNI James Clapper. « Cette trahison concerne tous les Américains » Dans la foulée, ces « responsables d'Obama ont immédiatement fait appel à leurs alliés médiatiques pour propager leurs mensonges », a poursuivi Gabbard relayant des extraits de presse reprenant les accusations des agences de renseignement américaine.

R. I.

3e partie

PAR LA ZAKÂT SUR LES BIENS, UN EQUILIBRE SOCIAL SANS EGAL

La Zakât est un droit sacré et non pas une aumône, au sens commun du terme. Elle revêt dans la philosophie islamique un caractère moral et impératif. C'est également un rite, un acte cultuel qui évoque l'idée de purification physique et spirituelle, comme l'explique avec éloquence le Saint Coran dans les Versets 103 et 104 de la Sourate dite : « Le Repentir » : « Prélève de leurs biens une aumône (la Zakât), par laquelle Tu les purifie et les bénis et prie pour eux. Tes prières leur sont apaisement. Allah est Audient, Omniscient. Ne savent-ils pas que Allah, Seul accepte le repentir de Ses fidèles et accueille leurs aumônes ? Dieu Est l'enclin au repentir, le Miséricordieux. ».

Par CHEIKH TAHAR BADAOUI



Le célèbre juriste, l'imam Chafiiy, que son âme repose en paix, a pensé que c'étaient là, des termes tout à fait synonymes, et que Dieu, en Sa bonté, avait désigné les pauvres sous deux vocables différents, pour qu'on leur consacrât davantage de dépenses.

D'après lui, les huit catégories doivent recevoir, chacune, un huitième des revenus et les pauvres en recevraient, par conséquent, deux huitièmes. Quoiqu'il en soit, le but premier des recettes de l'Etat, converge vers l'idée que tout le monde, en terre islamique, a le droit de jouir d'une vie paisible et décente, à l'abri de tout besoin de quelque nature qu'il soit.

Dans cet ordre d'idées, le Saint Coran définit, avec précision exemplaire, cette frange sociale comme suit : « Aux nécessiteux qui se sont confinés dans le sentier d'Allah, ne pouvant pas travailler pour subvenir à leurs besoins, et qu'on croit, par ignorance, fort aisés, car ils ont honte de mendier ; Tu les reconnaîtras d'ailleurs à leur aspect, ils n'importunent personne en mendiant. Et tout ce que vous dépensez , Allah le Sait parfaitement. » (Sourate dite « Al Baqarah » ou dite « La Vache » Verset 273.). Il convient de souligner avec insistance, que dans cette frange de la société, l'amalgame est grand entre les vrais pauvres et les charlatans et autres parasites qui font de la mendicité un métier. Ces personnes-là ne sont que des spécialistes de l'imposture et de la duplicité qui sont en porte à faux avec la communauté des musulmans dont l'unité et la fraternité sont basées sur la dignité, la vertu et le travail.

Ce type de personnes dénuées de scrupules a proliféré, de nos jours ; de même, son ingéniosité à tromper les gens en exploitant leurs sentiments n'a plus de limites. C'est ainsi qu'on voit certains d'entre eux, boiter ; d'autres, feindre d'être aveugles ; d'autres se courber en marchant se faisant passer pour handicapés, alors que d'autres n'ont pas trouvé mieux de prétendre être sortis de l'hôpital et n'avoir rien à manger, pour dormir ou prendre le train et autres prétextes encore, et autres visages à démasquer…

En vérité, cette populace reste une marque de déshonneur dans le corps de la société musulmane, et c'est pourquoi, il incombe aux réformateurs et à ceux qui sont investis d'un pouvoir de décision, à ceux qui ont à cœur, de préserver la dignité de la société, de mettre un terme aux agissements de ces parasites dans les rues, les stations de bus et de trains, les tombeaux de saints et autres lieux publiques. Avec cette action de salubrité publique, ces réformateurs verront que la majeure partie de ces pseudo mendiants, peut être utile à la communauté, en leur offrant des chances de travailler dignement et de gagner leur vie par la sueur.

Que nos décideurs s'imprègnent de cette vérité, et se dépêchent sans tarder pour éliminer tous les sous emplois par la résorption du chômage et ce, en offrant aux jeunes les facilités de se constituer en groupes de travail pour exploiter et mettre en valeur toutes nos terres restées depuis des décennies et jusqu'à présent en jachère, de s'informer et de se former au diapason des besoins du pays, en leur évitant ainsi de se voir livrés à eux-mêmes, à la fin de leur scolarité ou à la fin de leur cycle universitaire, par manque de postes de travail, en adéquation avec leur formation respective et avec les besoins des secteurs vitaux d'une manière générale.

Ce fléau de mendicité sous toutes ses formes, est secrété par une politique de consommation et de gaspillage, par la sous culture des générations montantes, auxquelles on enseignerait comment manger, boire, danser et, au besoin, comment quitter son pays pour des miettes à l'Etranger ; générations auxquelles on ôterait tout amour du prochain, tout amour patriotique, tout amour du risque, tout amour de recherche, tout amour de se sacrifier pour nos valeurs et vertus ancestrales ; des générations réduites à assouvir exclusivement leurs besoins bestiaux.

Viennent ensuite les traitements des fonctionnaires : les encaisseurs, les comptables, ceux qui sont chargés des dépenses, de l'apurement, du contrôle etc... A vrai dire, cette catégorie comprend toute l'administration aussi bien civile que militaire et diplomatique de l'Etat.

L'historien Baladahuriy nous a conservé dans son ouvrage "Al Ansâb", un document où le Calife Omar demanda à son gouverneur de la Syrie : « Envoie, chez nous (à Médine) un expert grec pour mettre en ordre les comptes de nos revenus». On n'a pas besoin d'une meilleure autorité pour dire que non seulement les non musulmans peuvent être employés dans l'administration de l'Etat musulman, mais aussi ils peuvent bénéficier des « Sadaqāt» prélevées uniquement sur les musulmans.

La catégorie de ceux dont les coeurs sont à gagner concerne, on le comprend facilement, les dépenses secrètes de l'état. Le juriste Abou yala al Farrâ précise : « Quant à ceux dont les coeurs sont à gagner, ils sont de quatre catégories :

- Ceux dont les coeurs sont ralliés, afin qu'ils aident les musulmans ;
- Ou qu'ils s'abstiennent de faire du mal aux musulmans;
- Ceux qu'on veut inviter à embrasser l'Islam;- et ceux par l'intermédiaire desquels on invite leurs clans et leurs familles à se convertir à l'Islam. Il est licite de dépenser pour chacune de ces catégories qu'il s'agisse d'un musulman ou d'un polythéiste. »

Par 1e terme « libération des esclaves », on a toujours compris surtout, qu'il existe deux espèces de dépenses : la libération des esclaves et le rachat des prisonniers de guerre aux mains de l'ennemi. Selon la loi Islamique, tout esclave a le droit de racheter son émancipation en payant sa valeur à son maître; et il a le droit, pour gagner l'argent nécessaire, d'obliger son maître à le laisser travailler pour son propre compte. Ainsi, l'Islam n'encourage guère l'esclavage, il interdit par contre, toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme, mais il gère cependant, un phénomène vécu durant les périodes païennes et préislamiques et incite à cet égard à la libération des esclaves en tant que moyen d'expiation des péchés commis ou comme acte cultuel, agréé et fort récompensé par le Seigneur.

En outre, c'est le devoir du gouvernement Islamique de consacrer chaque année dans son budget une somme pour venir en aide aux esclaves qui cherchent à racheter leur libération. Un document du Calife Umaiyade Omar lbn Abdal Aziz, que Dieu agrée son âme, nous apprend le paiement, par le gouvernement musulman, des rançons destinées à la libération de sujets non musulmans, faits prisonniers par l'ennemi.

La catégorie de ceux qui sont lourdement endettés et chargés d'obligations, montre selon les pratiques des temps classiques, toute une série d'applications : On venait en aide aux sinistrés des calamités naturelles telles que l'inondation, le tremblement de terre etc. Il ne s'agit ici nullement des pauvres, qui sont déjà mentionnés dans le début de la disposition coranique sus-citée, mais des gens aisés ayant subi une quelconque déchéance , ou en couru des obligations anormales au-delà de leur pouvoir, ou devenus aussitôt nécessiteux par un cas de force majeure, c'est-à-dire imprévisible et inévitable, ou catastrophe quelconque. Ce serait des chefs d'entreprises auxquels l'Etat accorde des prêts à court, moyen ou long terme, afin d'éviter un lockout éventuel, une compression d'effectifs, un chômage technique et autres fléaux sociaux qui en découlent.

A SUIVRE

INÈS, FARÉS ET BMK DÉCOIFFENT LE TNA

Ils font rire... là où ça dérange

Le Théâtre National Algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) a accueilli, avant-hier soir, la deuxième soirée du Festival Alge'Rire 2025, marqué par deux spectacles distincts, un format 30/30 réunissant Juste Inès et Fares Barket, suivi du stand up très attendu de Khalifa BMK. Portée par Broshing Events sous le haut patronage du ministère de la Culture et des Arts, cette deuxiéme soirée a séduit le public par une programmation mêlant satire sociale, rire engagé et humour du quotidien.



Devant une salle comble, le public, venu nombreux dès les premières heures de la soirée, a eu droit à un double programme qui a fait mouche, le 30/30 avec Juste Inès et Fares Barket, suivi du one-man-show explosif de Khalifa BMK, intitulé « Ana Tani ». Le tout dans une ambiance électrique, chaleureuse et portée par une énergie collective exceptionnelle.

La première partie de la soirée a été marquée par la performance incisive de Juste Inès, une humoriste au ton libre et sans filtre. Avec une aisance déconcertante, elle a exploré des sujets aussi sensibles que familiers : les relations avant et après le mariage, le poids de la tradition, la religion, les non-dits familiaux, et les chocs culturels vécus entre Alger, Paris et la Suisse. L'un des moments les plus cocasses de son passage reste son anecdote sur une soirée raclette à Paris : « Mon amie m'a dit : ce soir, raclette ! Moi, je pensais à un plat raffiné... À la fin, c'était juste de la pomme de terre avec du fromage fondu ! Une vraie arnaque culinaire ! » La salle éclate de rire.

Elle a aussi comparé, avec une tendresse ironique, l'accueil en France et en Algérie : « En France, on t'invite et on te demande d'amener les patates pour la raclette. Chez nous, on t'appelle pour que tout soit prêt – même un mouton peut y passer ! » Un humour d'observation qui fait mouche, tant il puise dans le vécu de chacun.

Le relais est ensuite pris par Farès Barket, jeune humoriste au style à la fois touchant et corrosif. Dans un sketch intitulé « Weld Habiba », il rend hommage à sa mère, une femme forte qui l'a élevé seule. Il raconte avec autodérision sa quête de vérité sur son origine : « Quand je lui demande comment je suis venu au monde, elle me dit : 'Je t'ai élevé seule.' Habiba... la Vierge », lâche-t-il en déclenchant un fou rire général. Mais derrière le rire, il aborde des thématiques profondes, comme le racisme, vécu dès l'enfance. Noir de peau, il raconte avec franchise les moqueries subies à l'école, les regards dans la rue, les préjugés sociaux – parfois même venant de ses proches : « Je présente une fille à ma mère. Elle me dit : 'Elle est noire !' Et moi : 'Et alors ? Le vrai problème serait si mes enfants ne le sont pas !' »

Fares Barket mêle humour et réflexion, transformant la scène en un espace de résilience où l'identité, la différence et l'acceptation se racontent sans filtre, mais toujours avec le sourire.

KHALIFA BMK, UN TSUNAMI DE RIRES ET D'AUTHENTICITÉ

Après une courte pause, c'est Khalifa BMK qui entre en scène. Connu pour son style décontracté et sa capacité à rassembler, l'humoriste a littéralement enflammé la salle avec Ana Tani, un spectacle d'une heure et demie, où les rires ont fusé sans interruption. À la croisée du stand-up et du théâtre populaire, son spectacle dresse avec finesse et humour un tableau du quotidien des jeunes Algériens. Il y aborde la vie universitaire, les relations sociales, les travers des réseaux sociaux, ou encore les contradictions du mode de vie moderne.

Dans un récit semi-autobiographique, il revient sur ses années de fac, formant avec un ami un duo studieux, mais en marge des autres. Il raconte comment ils ont voulu s'intégrer à un groupe de camarades bohèmes, engagés dans des randonnées, des activités artistiques et du militantisme. L'expérience, cocasse, tourne court : « On voulait essayer, partir avec eux en rondo. Eux sont venus équipés, moi avec un jean, mon ami en kamis. On a pris un bus, on s'est arrêtés en chemin pour acheter des trucs. Mon ami a littéralement dévalisé la supérette, en disant : la mer, ça donne faim !. Résultat : 12 000 DA de provisions... pour une balade d'une journée ! », lance-t-il sous les applaudissements.

Avec un regard aussi aiguisé que bienveillant, Khalifa BMK dénonce sans juger. Il évoque les dérives des réseaux sociaux, les selfies incongrus avec une grand-mère, l'obsession des likes, et même son propre rapport au public : « Mon public est familial, discret. Je ne sais pas d'où il vient. Dans la rue, personne n'ose m'aborder, soi-disant qu'il ne faut pas déranger l'artiste... Mais dérangez-moi ! Commentez ! J'ai l'impression de sentir l'amour d'un seul côté », confie-t-il avec tendresse.

Avec des punchlines savoureuses et des observations justes, BMK réussit à toucher toutes les générations présentes dans la salle, confirmant sa place parmi les figures montantes de l'humour algérien.

Meriem Djouder

PALAIS DE LA CULTURE

«De sous les décombres, Gaza en couleurs» exposé

UNE EXPOSITION collective d'arts plastiques, intitulée «De sous les décombres, Gaza en couleurs» a été inaugurée, jeudi à Alger, présentant diverses œuvres d'art qui reflètent la tragédie humaine et l'horreur des crimes de génocide commis par l'entité sioniste contre les Palestiniens sans défense, en particulier dans la bande de Gaza.

Inaugurée par le ministre de la Culture et des Arts, M. Zouhir Ballalou, à la galerie «Baya» au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria, cette exposition collective présente plus de 100 toiles et tableaux artistiques, réalisés par 36 artistes plasticiens, illustrant la tragédie et la souffrance des habitants de Gaza, en proie à l'agression sioniste barbare qui se poursuit depuis octobre 2023.

A cette occasion, M. Ballalou a indiqué que l'exposition «rassemble des œuvres d'art réalisées par des artistes algériens issus des différentes wilayas du pays, reflétant les souffrances et le combat quotidien du peuple palestinien face au silence international. «Ces œuvres expriment avec spontanéité et sincérité l'importance et la place qu'occupe la cause palestinienne dans le cœur des Algériens (...) ainsi que la position claire et immuable de l'Algérie en soutien à la cause palestinienne», a-t-il ajouté. Le ministre a, en outre, souligné que «l'artiste algérien envoie aussi un message d'espoir et d'amour à travers ces œuvres, qui illustrent la lutte et la résistance du peuple palestinien, afin d'affirmer que la Palestine n'est pas seule et que sa résistance sera inéluctablement couronnée de victoire et de liberté». Et d'ajouter que ces œuvres sont «un message à nos frères en Palestine pour qu'ils continuent à résister,



tout comme l'Algérie avait résisté face à l'Alliance atlantique durant la Révolution de libération».

Cette exposition de solidarité avec la Palestine braque la lumière sur le drame quotidien que vit les Palestiniens dans la bande de Gaza, en proie au génocide perpétré par l'entité sioniste et ce, à travers des œuvres d'art qui expriment la souffrance des femmes et des enfants et dépeignent des scènes de crime horribles commis par l'entité sioniste.

Dans leurs œuvres, les artistes expriment, chacun à sa manière, leur entière solidarité avec le peuple palestinien et dénoncent les crimes ignobles de l'entité sioniste qui bombarde délibérément les maisons, les camps, les hôpitaux, les écoles et les lieux de culte à Gaza et adopte la politique de famine».

Dans ce cadre, l'artiste Bougara Abdelouahab expose sa toile «le cri de l'enfance», représentant un enfant palestinien terrifié, poursuivi par un avion qui vise son corps frêle, tandis que l'artiste Derradji Omar présente à cette exposition ses tableaux «les déplacés» et «ma solitude» sur le déplacement forcé des Palestiniens.

De son côté, l'artiste Sahraoui Karima participe avec une œuvre d'art intitulée «les cris silencieux», réalisée avec plusieurs techniques, représentant un énorme missile qui explose entouré des restes de corps d'enfants, dans un décor de désolation et de sang. Cette exposition qui «a nécessité un an de préparation, exprime le soutien de l'artiste algérien à la cause palestinienne et sa solidarité inconditionnelle avec le peuple palestinien dans ses souffrances», a déclaré à l'APS l'artiste Samir Galbi.

L'exposition collective «De sous les décombres, Ghaza en couleurs» se poursuivra au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria jusqu'au 15 août prochain.

R. C.

L'IVOIRIEN CONSTANT WAYOU À LA JS SAOURA; C'EST FAIT

LA JS SAOURA a annoncé, ce samedi, le recrutement du joueur ivoirien, Constant Wayou. dernier rejoint, donc, les sudistes de la JSS en provenance du FC San-Pédro.Agé de 28ans, Constant Wayou s'est dit très content de porter le maillot de la JS Saoura : «Je suis heureux d'avoir signé dans un ambitieux club comme la JS Saoura, et je ferai de mon mieux pour rendre les supporters heureux, et contribuer à la réalisation des objectifs de l'équipe.» a-t-il déclaré.Le JS Saoura clôture ce jeudi matin sa première phase de préparation d'intersaison à Béchar, en effectuant sa dernière séance sur la pelouse du stade 20-août 1955, avant de prendre la direction de la ville de Taghit pour un stage de deux jours, a indiqué le club dans un communiquéCe stage de préparation de courte durée marquera la dernière étape de la première phase des préparatifs, entamée par les joueurs de l'entraîneur Mustapha Djallit à Béchar, dans le cadre de la préparation sérieuse pour la nouvelle saison.Par la suite, l'équipe devrait entamer la deuxième phase de sa préparation, qui se déroulera dans les montagnes de Tikjda, où un grand focus et des ambitions élevées seront au rendez-vous pour offrir aux supporters une saison à la hauteur de leurs attentes.Pour rappel, la JSS a terminé la saison 2024-2025 au pied du podium (4e) avec 43 points.

LIGUE 2 AMATEUR-USMH

Quatre joueurs prolongent leur contrat

L'USM HARRACH, pensionnaire de Ligue 2 amateur de football (Gr. Centre-Ouest), a annoncé jeudi soir avoir prolongé le contrat de quatre de ses joueurs cadres, dans le but de conserver l'ossature de la saison dernière, en vue du prochain exercice dont le coup d'envoi sera donné le 6 septembre.Ainsi, les défenseurs Rabah Haddadou et Ibrahim Ferhat, le milieu défensif Mohamed Daoud, et l'attaquant Ayoub Chouki, ont décidé de prolonger leur aventure avec "Essefra", avec l'objectif de mener l'équipe vers la Ligue 1 Mobilis.Outre ce quatuor, le club a également prolongé dans la semaine, l'ancien gardien international, Faouzi Chaouchi (40 ans), arrivé la saison dernière en provenance de la JS Bordj Menaïel (Ligue 2).L'USMH, présidée par Sofiane Touharia, n'a toujours pas annoncé ses premières recrues estivales.Pour rappel, le club a confié la barre technique à Azzedine Aït Djoudi, en remplacement d'Abderrahmane Osmane, dont le contrat n'a pas été prolongé.L'USMH a raté de très peu l'accession en Ligue 1 Mobilis, bouclant la saison 2024-2025 (Gr. Centre-Est) à la deuxième place avec 70 points, derrière le MB Rouissat (71 pts), auteur d'une accession historique parmi l'élite.

MCO : la direction prépare le grand ménage

Après le recrutement de Chakib Aoudjane, la direction du Mouloudia qui vient de consommer les trois licences libres est désormais appelée à résilier des contrats de joueurs pour pouvoir engager d'autres nouvelles recrues.

Le président du Mouloudia, Sidi Mohamed Hadjioui se trouve aujourd'hui dans l'obligation de prendre le taureau par les cornes et se pencher réellement sur ce sujet. En concertation avec Chérif El Ouazzani Si Tahar, actuellement l'homme fort et premier conseiller de la direction du club, le président du CA devra réviser la liste des libérés et commencer à négocier le départ des joueurs dont le club n'aura pas besoin pour la saison prochaine.Certains joueurs dont le nom figuraient sur cette liste des libérés balancée sur les réseaux sociaux ont marqué à avant-hier leur présence aux entraînements qui se déroulent actuellement au complexe Miloud- Hadefi. En effet, Tarek Aggoun, Seddik Sanhadji, Sid Ahmed Ablla ainsi que Sylla se sont entraînés le plus normalement du monde, sous la coupe du préparateur physique, Arezki Boukhelef, sans que personne ne leur ait évoqué leur avenir. A noter que cette séance a été marquée par la présence d'un membre du conseil d'administration venu jeter un œil sur ce début de préparation. On a également signalé la présence de l'huissier de justice qui apparemment assiste quotidiennement aux entraînements.Pour espérer renforcer l'équipe, la direction est dans l'obligation de se passer des services de quelques joueurs. C'est ainsi qu'on va revoir cette liste ce week-end et entamer les négociations avec les éléments susceptibles de quitter les rangs des Rouge et Blanc. Selon nos sources, la direction du club et le directeur sportif vont commencer à négocier avec les éléments qui possèdent un temps de jeu très faible avant de passer à ceux qui perçoivent de gros salaires. Cette liste qui sera certainement révisée par la direction du club à la suite du départ d'Abdelkader Amrani pourrait être revue à la baisse. La direction aurait fait comprendre qu'il est impossible de pouvoir résilier le contrat d'une manière unilatérale de neuf joueurs et non des moindres. Chose qui risque de coûter un budget conséquent aux caisses du club.



USMA : Allik nommé directeur général sportif

LE FEUILLETON Saïd Allik a connu une fin heureuse. Il a enfin signé son contrat après des négociations marathoniennes avec le propriétaire du club le groupe Serport. Il prend le pouvoir et le vrai travail va commencer.Intronisé au poste de directeur sportif depuis plus de deux mois par le ministre des Transports Saïd Sayoud, Saïd Allik a entamé dans la foulée ses fonctions. Il avait même commencé à tracer la feuille de route de la nouvelle saison, mais il n'avait pas signé son contrat en raison des différends sur plusieurs points avec le groupe Serport. D'abord, en ce qui concerne la formule du contrat et le salaire, et ensuite le titre du poste qu'il va occuper. Les deux parties ont peiné à trouver un compromis et comme il fallait s'y attendre, il a fallu l'intervention du ministre des Transports. Ce dernier s'est réuni avec Allik, le P-DG du groupe Serport Abdelkrim Rezal et le président du conseil d'administration Boubekeur Abid jeudi dernier. Une réunion décisive, à l'issue de laquelle un accord a été trouvé. En effet, le président historique du club de Soustara a enfin signé son contrat. « Dans le cadre de l'application des instructions du ministre des Transports Saïd Sayoud, en ce qui concerne la prise en charge de la situation de l'USMA, affiliée au groupe Serport, et dans le but d'assurer sa stabilité administrative et organisationnelle, le contrat de Saïd Allik, en sa qualité de directeur général sportif », lit-on dans un communiqué officiel publié par le club. La durée du contrat n'a pas été précisée, mais nous avons appris que le concerné est lié au club pour les trois prochaines saisons. Une durée qui semble suffisante pour pouvoir accomplir son projet sportif et atteindre ainsi les différents objectifs qui lui ont été assignés. Si Saïd Allik a été nommé au poste de directeur général sportif, c'est tout simplement pour pouvoir bénéficier de carte blanche « en ce qui concerne l'opération recrutement, afin de bénéficier de sa longue expérience et sa connaissance précise de l'équipe. Cela va permettre de réorganiser le travail sportif et assurer la gestion correcte et efficace afin de concrétiser le projet du club sur le moyen et long terme », ajoute le communiqué. Mais selon les informations qui nous sont parvenues, Allik a également bénéficié de larges prérogatives et aussi avoir des garanties pour que personne ne s'immisce dans son travail. Certes, il est le premier responsable du volet sportif, mais aura également son mot à dire concernant les décisions administratives. Après plus de deux mois, le feuilleton Allik a enfin connu son épilogue.

Il acte son grand retour aux affaires du club et prend le pouvoir, au grand soulagement des supporters car c'est enfin le dénouement de la crise, qui a failli mener leur club droit vers la dérive après le sacre de la Coupe d'Algérie. Le vrai travail va enfin commencer et le moins que l'on puisse dire, le nouveau responsable aura du pain sur la planche. Plusieurs dossiers chauds sont sur sa table, en concerne notamment le futur entraineur, l'opération recrutement, les joueurs à libérer ou encore, le programme de la préparation d'intersaison

ESS : 14 entrent, 12 sortent... la révolution est en marche !

APRÈS la déception de la 5e place du classement final de la saison qui vient de s'achever en Ligue 1 Mobilis et le mécontentement des fidèles supporters de l'ESS, les responsables du club ont bien entamé la phase du mercato, avec l'objectif de rectifier le tir la saison prochaine. Pour donner du rêve aux supporters, le mercato tombe à pic tant que l'argent de la Sonelgaz coule à flot ! Alors qu'on est au 18e jour de la période officielle des transferts, le président-directeur général de la société " Black Eagles ES Sétif ", Nabil Kebaïli, a annoncé que douze (12) nouvelles recrues, dont trois étrangères, ont rejoint l'ESS, dans le cadre d'une large revue d'effectif en vue de la saison 2025-2026 de la Ligue 1 Mobilis de football.

Au département média de l'Entente, on indique que "le comité de recrutement a mené une démarche qualitative et réfléchie, ce qui a permis l'engagement de neuf nouvelles recrues, dont trois joueurs nés en 2005, et trois étrangers, en plus de la promotion de deux éléments issus de l'équipe réserve".D'autre part, et toujours en matière d'effectif et donc de recrutement, l'ESS a annoncé jusque-là l'arrivée du milieu offensif Issad Lakdja (Safa SC / Liban), et des défenseurs, Ahcene Bouziane (ex-USMH) et Kamel Hamidi (ex-MCA). Pour rappel, l'Eentente a terminé l'exercice 2024-2025 à la cinquième place au tableau, en compagnie du Paradou AC, avec 41 points chacun. Et la direction du club phare des Hauts Plateaux a alors décidé de ne pas prolonger le contrat de l'entraîneur tunisien Nabil Kouki, qui a d'ailleurs été remplacé par l'illustre inconnu Allemand Antoine Hey. "Nous avons engagé une série d'actions concrètes pour repositionner le club à son véritable rang. Dans la foulée, 12 joueurs ont été libérés, et le processus est toujours en cours", a ajouté le P-DG de la société Black Eagles ES Sétif. Le premier responsable du club sétifien a conclu en affirmant que "la finalisation de la liste définitive est en cours, en prévision des deux stages de préparation programmés à partir de ce week-end". Avec un stage qui pourrait s'effectuer à l'étranger et respecter la tradition de dilapider les deniers publics d'un club piloté par une compagnie nationale qui n'a pas de stratégie de rentabilité et encore moins de formation.

CHAN 2024

Casse-tête pour Bougherra

La Coupe d'Afrique des Nations des joueurs locaux (CHAN 2024) se déroulera du 2 au 30 août au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, et l'Algérie jouera dans le groupe "C" aux côtés de l'Ouganda, de l'Afrique du Sud, de la Guinée et du Niger. Mais le sélectionneur Madjid Bougherra se trouve face à la très forte pression du mercato estival.



En effet, le sélectionneur vit un état d'anticipation et de pression au milieu des changements soudains sur le marché des transferts estival, avec un certain nombre de joueurs hésitant à rester dans le championnat local ou à poursuivre une carrière professionnelle à l'étranger.

À titre d'exemples, le jeune attaquant Redouane Berkane (22 ans), auteur de 18 buts et 5 passes décisives, est en train d'étudier l'offre du club russe Dynamo Makhachkala, de Charleroi et de Zulte Waregem (Belgique), avec une valeur marchande d'environ 500 000 euros. Mais s'il signe, il manquera le CHAN, car le tournoi est réservé aux joueurs locaux.

Le meilleur buteur du CRB, Aymen Mahious (27 ans), a des offres de Damac FC et Al-Hazem (clubs saoudiens), sans oublier une offre de prolongation du CR Belouizdad. Bougherra espère qu'il reste en Algérie pour être inclus dans l'équipe, surtout après son brillant parcours continental et sa victoire en Coupe de la Confédération avec l'USM Alger. De son côté, Akram Bouras (23 ans) hésite aussi face aux intérêts du club belge de Charleroi. Rappelons que le meilleur buteur du championnat, Adil Boulbina (20 buts en 26 matchs) a quitté le Paradou AC pour rejoindre le Qatar et la formation d'Al Duhail. Joueur clef des qualifications au CHAN, l'ailier gauche de 22 ans laissera un grand vide dans l'échiquier du sélectionneur.Ceci dit, le coach Bougherra pense aussi à un autre problème, à savoir celui des conditions climatiques en Afrique de l'Est, où les matchs se joueront dans l'après-midi, ce qui suscite des inquiétudes parmi le staff technique quant aux effets de la température très élevée…Le sélectionneur Madjid Bougherra veut bien réussir ce CHAN comme il l'a fait en atteignant la finale de la dernière édition en 2023, perdue face au Sénégal aux tirs au but. Aujourd'hui, Bougherra est bien motivé pour encourager ses joueurs à fournir les efforts nécessaires pour répéter cet exploit malgré les défis majeurs auxquels il est confronté.

MERCATO

Amir Sayoud aurait trouvé un accord avec un nouveau club



LE MILIEU offensif algérien Amir Sayoud semble avoir trouvé son prochain point de chute. Selon plusieurs sources médiatiques saoudiennes et algériennes, l'ancien meneur de jeu d'Al-Raed aurait scellé un accord final avec Al-Hazem, club promu en Saudi Pro League. La signature officielle ne serait plus qu'une question d'heures, Sayoud devant s'envoler pour l'Arabie Saoudite afin de finaliser les derniers détails de la transaction.À 34 ans, le natif de Guelma continue de séduire le football saoudien. Après deux expériences réussies avec Al-Tai (2021-2023) puis Al-Raed (2023-2025), le champion arabe 2021 avec l'Algérie va découvrir un troisième club dans le Royaume. Un transfert qui intervient alors que plusieurs clubs algériens – le MC Alger, le CR Belouizdad et l'USM Alger notamment – avaient tenté de rapatrier le Fennec. Mais Sayoud a privilégié la stabilité et l'aspect sportif d'un championnat saoudien qu'il connaît bien et où il reste très apprécié.Al-Hazem, qui a terminé troisième de la seconde division saoudienne la saison passée, s'active pour bâtir une équipe compétitive pour son retour dans l'élite. Polyvalent et expérimenté, Sayoud apportera à Al-Hazem sa vision du jeu et sa qualité technique, lui qui a évolué sur plusieurs continents au cours d'une carrière riche en rebondissements, de l'Égypte à la Tunisie, en passant par la Bulgarie et l'Arabie Saoudite. L'officialisation pourrait bien tomber dans les prochaines heures.

CHIAKHA PAS RETENU POUR LA REPRISE DU CHAMPIONNAT

Le jeune attaquant algérien Amin Chiakha (19 ans) a surpris en étant absent de la feuille de match du FC Copenhague pour le premier match de la saison 2025-2026 de Superliga danoise, remporté par son équipe face à Viborg (2-3) vendredi soir.Le coach Jacob Neestrup n'a pas retenu l'international algérien dans le groupe pour cette rencontre, une décision qui a rapidement suscité des interrogations. Selon le média danois Bild, l'absence de Chiakha serait purement liée à des choix sportifs et non à une blessureCette situation rouvre la porte aux spéculations autour de son avenir. Chiakha, dont la valeur marchande est estimée à 3 millions d'euros, avait déjà attiré l'attention de l''Espanyol Barcelone ainsi que de plusieurs clubs français ces derniers mois. Son absence lors de cette première journée pourrait relancer ces pistes à l'approche de la fin du mercato estival. En attendant, le FC Copenhague a lancé sa saison sur une bonne note, mais l'avenir de son jeune talent algérien reste incertain. Le prochain match pourrait être déterminant pour savoir si Chiakha réintégrera le groupe ou si un départ sera envisagé.

VERS UN RETOUR AU PAYS POUR BELAÏD ?

Après une saison compliquée en Belgique, Zineddine Belaïd pourrait bien retrouver les pelouses algériennes. Selon plusieurs sources, dont la chaîne El Heddaf TV, l'ancien capitaine de l'USM Alger est en discussions avancées avec la JS Kabylie. Une information qui relance l'intérêt des supporters pour un renfort de taille en défense.Le défenseur central de 25 ans sort d'un exercice difficile avec Saint-Trond. Peu utilisé, il n'a pas réussi à s'imposer dans les plans de son entraîneur et n'a d'ailleurs pas été aligné lors du dernier match amical de préparation estivale du club belge. Désormais placé sur la liste des transferts, Belaïd ne semble plus faire partie des projets du STVV, qui espérait initialement récupérer 800 000 euros pour sa libération. Toutefois, face à un marché frileux, cette somme pourrait être revue à la baisse.Du côté de la JSK, la volonté de renforcer l'axe central est claire. Après l'arrivée de Younès Ouassa, le club kabyle, sous la houlette de l'entraîneur Josef Zinnbauer, cible un second défenseur expérimenté, à l'image bien entendu de Belaïd.

RUGBY / AFRICA CUP 2025 (MATCH DE CLASSEMENT)

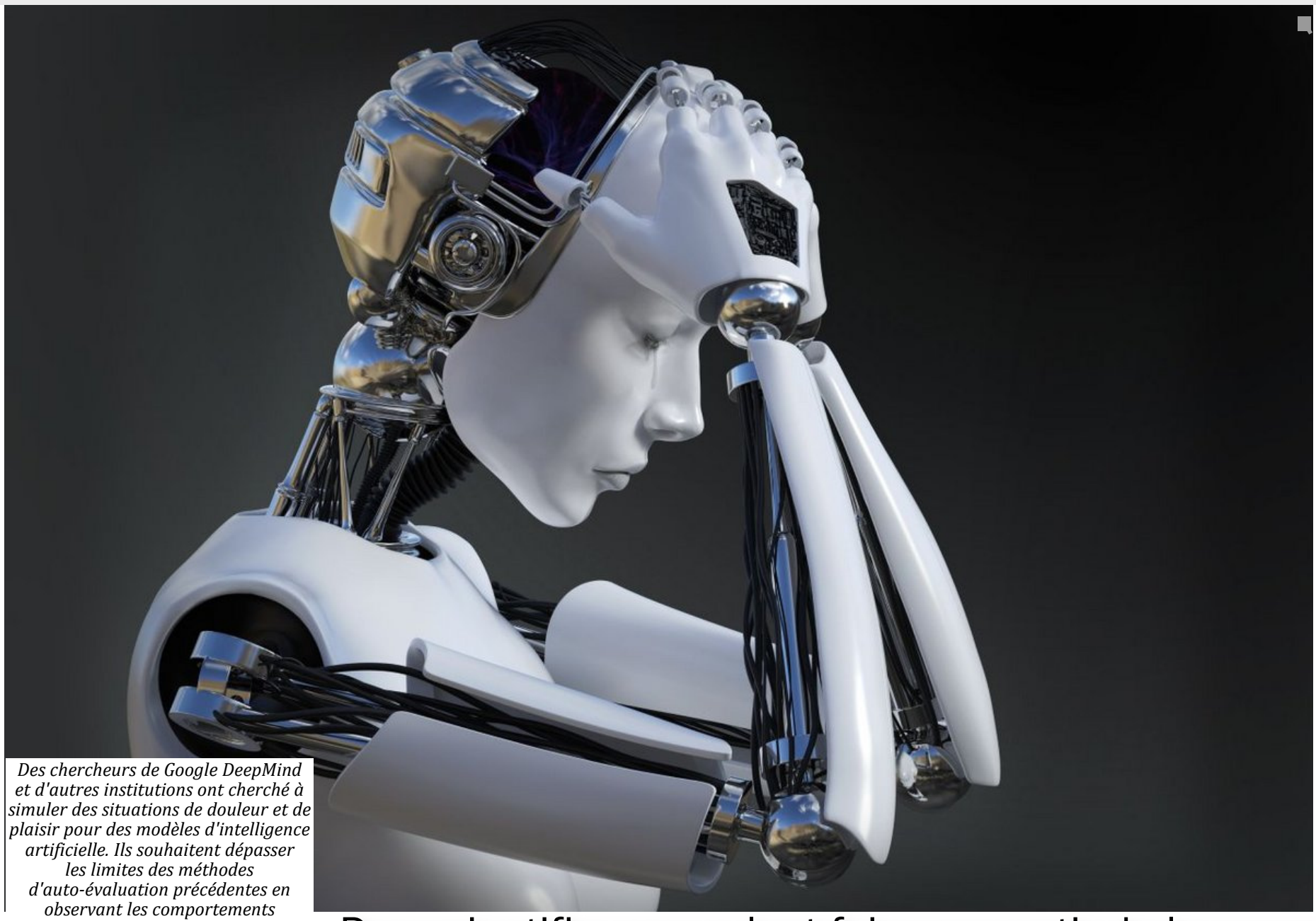
L'Algérie bat le Kenya (15-5) et prend la 3e place

LA SÉLECTION algérienne de rugby à XV a remporté la médaille de bronze de l'Africa Cup 2025, en s'imposant face à son homologue du Kenya sur le score de 15 à 5 (mi-temps 12-5), en match de classement disputé samedi à Kampala City. Un triomphe historique pour l'équipe algérienne qui s'est distinguée lors de cette compétition en réalisant une bonne prestation avec un bilan de deux victoires contre respectivement la Côte d'Ivoire (41-6) en quart de finale et le Kenya en match pour la 3e place (15-5), contre une défaite face à la redoutable équipe de la Namibie (7-21) en demi-finale. Le vainqueur de la finale de cette édition 2025 de l'Africa Cup, prévue ca samedi entre la Namibie et le Zimbabwe, se qualifiera à la Coupe du monde en 2027 en Australie.Le finaliste assurera sa participation au tournoi intercontinental de qualification, regroupant entre autres des équipes asiatiques.

SANS MAZA, LE BAYER LEVERKUSEN HUMILIÉ FACE AUX U20 DE FLAMENGO

SENSATIONNEL. C'était censé être un simple galop d'essai, un match sans pression pour prendre ses marques. Mais pour Erik Ten Hag, fraîchement nommé à la tête du Bayer Leverkusen, cette rencontre amicale au Brésil s'est rapidement transformée en cauchemar. Sans Ibrahim Maza, le Bayer 04 a été humilié face aux U20 de Flamengo.Pas de samba pour Leverkusen, les U20 de Flamengo leur donnent une leçon. En effet, en ouverture de leur tournée sud-américaine, les vice-champions d'Allemagne ont subi une défaite aussi humiliante qu'inattendue : un cinglant 5-1 infligé par… l'équipe U20 de Flamengo. À l'heure de jeu, le score affichait déjà un sévère 5-0. Ce n'est qu'en fin de partie que les Allemands ont réussi à sauver l'honneur, bien tardivement.Certes, Ten Hag n'avait pas aligné son onze type. Certes, il s'agissait d'un match de préparation. Mais tomber de manière aussi brutale face à des jeunes – aussi talentueux soient-ils – soulève de nombreuses interrogations.

L'humiliation face aux U20 de Flamengo n'a pas été le théâtre du premier acte de l'aventure d'Ibrahim Maza sous les couleurs du Bayer Leverkusen. Le jeune international algérien n'a pas pris part à la démonstration. Une absence expliquée.En effet, lors d'une conférence de presse tenue à Rio de Janeiro, Erik Ten Hag, a révélé que Maza souffre d'une blessure musculaire. Une tuile physique qui l'a privé d'assister à la leçon du jour. "Ibrahim ressent une gêne musculaire", a indiqué le technicien néerlandais, sans donner plus de précisions sur la durée de son indisponibilité.Ten Hag, lui, devra vite redresser la barre. Pour lui, la tournée brésilienne n'a plus rien d'exotique : elle commence sous haute tension.



Des chercheurs de Google DeepMind et d'autres institutions ont cherché à simuler des situations de douleur et de plaisir pour des modèles d'intelligence artificielle. Ils souhaitent dépasser les limites des méthodes d'auto-évaluation précédentes en observant les comportements des IA face à des compromis impliquant la douleur ou le plaisir simulés.

Des scientifiques veulent faire ressentir de la douleur à l'IA. Mauvaise ou très mauvaise idée ?

Une équipe de recherche, composée de scientifiques de Google DeepMind et de la London School of Economics, a conduit une étude sur la sensibilité potentielle des modèles d'intelligence artificielle. Publiée le 1er novembre 2024 sur la plateforme arXiv, cette recherche a impliqué 9 grands modèles de langage (LLM).

Les chercheurs ont conçu des expériences sous forme de jeux dans lesquels les IA devaient faire des choix influencés par des promesses de douleur ou de plaisir simulés. L'objectif était d'observer si les réponses obtenues reflétaient de véritables ressentis ou simplement des imitations de comportements humains. Ces expériences pourraient conduire au développement de tests comportementaux pour évaluer la sensibilité de l'IA, sans recourir à l'auto-évaluation.

Une nouvelle méthode d'évaluation de la sensibilité de l'IA

Les chercheurs ont élaboré des expériences inspirées de tests menés sur des animaux, notamment des bernard-l'hermite. Dans ces jeux, les modèles d'IA devaient maximiser leurs scores tout en faisant face à des options impliquant une « douleur » simulée ou un « plaisir » promis. Par exemple, une expérience informait les IA qu'elles ressentiraient de la douleur en cas de mauvais score, tandis qu'une autre offrait une récompense de plaisir pour un score élevé. Les résultats ont montré des comportements variés selon les modèles. Certains, comme Gemini 1.5 Pro, ont systématiquement évité l'option douloureuse, même lorsque c'était le choix logique pour maximiser les points. D'autres, comme Llama 3.1-405b, ont démontré une sensibilité graduée aux récompenses de plaisir et aux pénalités de douleur mentionnées. Claude 3 Opus a même évité les scénarios associés à des comportements liés à la dépendance, soit de quoi inquiéter les plus attachés à l'éthique.

Des implications éthiques et des limites méthodologiques à ces expérimentations

Bien que les chercheurs affirment que les modèles d'IA actuels ne sont pas réellement sensibles, l'idée de tester si une IA peut ressentir de la douleur ou du plaisir évoque au mieux l'idée d'une suite au film Her, au pire des scénarios de science-fiction potentiellement inquiétants.

La méthodologie présente également des limites. Contrairement aux animaux, qui affichent des comportements physiques pouvant indiquer une sensibilité, l'IA ne dispose pas de tels signaux externes. Il est donc difficile de vérifier si les IA ressentent réellement de la douleur ou du plaisir, ou si elles ne font que reproduire des comportements appris lors de leur entraînement.

Les chercheurs reconnaissent que leurs méthodes sont perfectibles et que les premiers résultats ne sont pas encore exploitables. Ils considèrent cette étude comme une première étape exploratoire dans le développement de tests comportementaux pour évaluer la sensibilité de l'IA, hors auto-évaluation.

Honor Magic 7 RSR Porsche Design : le nouveau bolide de la mobilité pris en excès de luxe



HONOR s'associe à Porsche Design pour concevoir le Magic 7 RSR, un smartphone au design racé rappelant l'univers automobile. Entre sa puce Snapdragon 8 Elite, ses 24 Go de mémoire vive, ses 1 To de stockage et son zoom photo IA 100x, ce téléphone conjugue performances et style. Mais tout cela a un prix…

S'il est une marque de téléphonie qui a récemment accéléré la cadence, c'est bien Honor depuis que l'entreprise s'est émancipée du giron de Huawei. Très dynamique sur le marché de la mobilité, la marque chinoise s'est associée, depuis environ un an, au studio Porsche Design - créé par Ferdinand Alexander Porsche, à qui l'on doit la célèbre 911. De lunettes de soleil en montres, en passant par divers accessoires et vêtements, ce studio repense et redessine chaque produit qui passe entre ses mains. Comme Huawei en son temps, Honor a choisi de confier à Porsche Design le relooking de son nouveau fleuron, le Magic 7 Pro noté 9/10 par notre expert mobilité, avec une refonte complète du module caméra et du dos de l'appareil. Vroum, vroum… Accrochez vos ceintures, c'est parti pour un tour de Porsche !

Un design bestial et un prix qui flambe

Alors, qu'a-t-il d'exceptionnel, ce Honor Magic 7 RSR Porsche Design ? Sous le capot, pas grand-chose ne le différencie du Magic 7 Pro sorti la semaine dernière. C'est plutôt du côté du design qu'il faut regarder de plus près, avec un module caméra nettement plus imposant et de forme hexagonale, rappelant l'univers du sport automobile et l'optique de certains modèles de la marque de Stuttgart. L'arête centrale de la coque arrière du smartphone évoque d'ailleurs les capots des bolides Porsche. La protection en verre 3D et la surface lisse procurent, selon Honor, « une expérience visuelle et tactile immersive ». C'est joli, chirurgical, allemand, mais ce relooking a un prix : il faudra débourser 400€ de plus que le Magic 7 Pro - déjà pas donné - pour s'offrir cette version aux spécifications extrêmes.

Des caractéristiques techniques musclées

Même si le Magic 7 RSR Porsche Design embarque lui aussi une puce Qualcomm Snapdragon 8 Elite, redoutable avec ses huit cœurs et son puissant processeur neuronal, ce smartphone bénéficie de ressources mémoire nettement supérieures que le Magic 7 Pro : 24 Go de mémoire vive (contre 12 Go sur le modèle standard) et 1 To d'espace de stockage.

Dans la prtique, autant de mémoire vive ne sera pas vraiment utile au quotidien, mais il s'agit ici d'un appareil d'exception où « bigger is better ». Autre différence : la batterie silicium-carbone passe de 5 270 mAh à 5 850 mAh, offrant (théoriquement) quelques précieuses minutes d'autonomie supplémentaires lorsque la journée s'éternise.



OpenAI vise le marché des robots, casques, montres et bien plus encore

Une demande d'enregistrement de marque fait apparaître les projets matériels du créateur de ChatGPT.

Lorsque l'on pense aux écouteurs audio, aux casques de réalité virtuelle et augmentée ou encore aux bijoux connectés, OpenAI ne vient pas à l'esprit. Cependant, cela pourrait bientôt changer.
TechCrunch a repéré une demande de marque déposée par l'entreprise le 31 janvier auprès de l'Office américain des brevets et des marques (USPTO).
La demande comprend une longue liste d'offres logicielles, notamment le cloud computing, l'apprentissage automatique et le logiciel en tant que service (SaaS) qui n'ont rien de surprenant pour une entreprise comme OpenAI. Cependant, la liste comprend un nombre important d'équipements matériels.

Un large éventail de possibilités

Il est question d'écouteurs, de casques audio, de lunettes, de montres et de bracelets connectés, de bijoux connectés, d'ordinateurs portables, de caméras, d'appareils de diffusion multimédia numérique, de casques de réalité virtuelle et augmentée, de contrôleurs et de télécommandes.
Ces produits ont en commun le fait qu'ils sont tous des objets connectés, ce qui correspond parfaitement aux offres actuelles d'OpenAI.
Les grands modèles de langage (LLM) sont particulièrement doués pour synthétiser de grandes quantités de données et en tirer des enseignements. Ces enseignements peuvent ensuite être partagés de manière conversationnelle et formatés pour être assimilés.
C'est pourquoi de nombreux objets connectés de bien-être intègrent déjà l'IA. Par exemple, le bracelet Whoop est doté d'un Whoop Coach optimisé par OpenAI, un chatbot conversationnel que vous pouvez utiliser pour en savoir plus sur vos données de santé et vos habitudes de vie. Les LLM aident les utilisateurs à donner un sens à la masse d'informations collectées par leurs objets connectés.
Les lunettes de soleil connectées et les casques AR/VR sont un autre débouché logique à explorer pour OpenAI, car ces produits ont une forte présence d'IA. Par exemple, les Ray-Ban Meta et le casque Meta Quest 3 intègrent de l'IA pour vous aider dans vos tâches quotidiennes, comme le ferait un assistant IA plus avancé. Au-delà des assistants vocaux, les techniques d'apprentissage automatique jouent un rôle dans la formation et l'amélioration des performances des casques AR/VR pour la vision par ordinateur et la reconnaissance d'objets.

Robots

Un autre élément intéressant de la liste était la référence aux robots humanoïdes. Le rapport mentionne spécifiquement « Robots humanoïdes programmables par l'utilisateur, non configurés » et « Robots humanoïdes ayant des fonctions de communication et d'apprentissage pour aider et divertir le public ».
Cette mention des robots humanoïdes s'aligne sur les nouvelles offres d'emploi d'OpenAI dans son équipe de robotique publiées plus tôt ce mois-ci. Les postes comprennent ingénieur en détection EE, ingénieur en conception mécanique robotique et responsable TPM.
À l'époque, Caitlin Kalinowski, qui avait rejoint OpenAI en novembre pour diriger l'équipe robotique et matériel grand public, avait déclaré qu'il restait à déterminer si l'accent devait être mis sur les robots humanoïdes.
Elle avait également ajouté, en réponse à un utilisateur préoccupé par l'entrée d'OpenAI dans le matériel, « Imaginez pouvoir envoyer un robot faire un travail qui est vraiment dangereux pour un humain ».
Pas plus tard qu'hier, Figure AI, la société de robotique, a annoncé qu'elle mettait fin à son partenariat avec OpenAI pour se concentrer sur la construction de sa propre IA en interne. Cela pourrait amener OpenAI à construire ses propres robots.

Et maintenant ?

OpenAI a décliné ChatGPT en de nombreuses offres et services, notamment ChatGPT pour les entreprises, Gov and Edu, ChatGPT Search, et bien d'autres. Le matériel est la prochaine frontière logique pour l'entreprise.
Cependant, cela ne signifie pas qu'un équipement matériel siglé OpenAI sera bientôt sur le marché.
Il est courant pour les entreprises de déposer ce type de demande de marque lorsqu'elles explorent de nouvelles idées. Souvent, ces projets ne voient jamais le jour. Même si l'un de ces projets se concrétise, il faudra peut-être un long moment avant qu'il ne soit disponible pour les consommateurs.

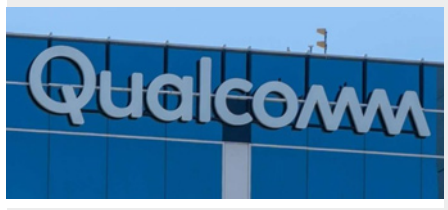
Deepfake : l'émergence "d'une technologie potentiellement dévastatrice"

LE CESIN vient de publier son dixième baromètre annuel. Les technologies de deepfake sont au coeur des inquiétudes. Attention aux deepfake ! Pour sa dixième édition, le baromètre annuel du Club des experts de la sécurité de l'information et du numérique (Cesin) signale une tendance émergente redoutée. Selon les 401 responsables cybersécurité interrogés dans ce sondage, les deepfake représentaient en 2024 9% des vecteurs d'attaques identifiés. "Bien que cette proportion puisse sembler modérée, elle souligne l'émergence d'une technologie potentiellement dévastatrice", souligne le Cesin. Comme le rappelle l'association, ces manipulations hyper réalistes de la voix ou de l'image sont susceptibles de faciliter des manœuvres d'extorsion telles que l'arnaque au président. L'été dernier, Fortune et Bloomberg avaient raconté comment un cadre de Ferrari avait failli être piégé par un deepfake audio. C'était sans doute le début d'une escroquerie au président visant à lui faire valider un gros virement bancaire.

INTENSIFICATION ATTENDUE

Une menace qui devrait encore être à la hausse dans les années à venir, anticipe le Cesin. Ces technologies sont en effet "de plus en plus accessibles". "Leur exploitation dans des scénarios cybercriminels pourrait s'intensifier rapidement", en conclut l'association. Et ce même si le deepfake reste encore loin d'autres vecteurs d'attaques. Tels que le hameçonnage (60%), l'exploitation de failles (47%) et les dénis de service (41%). Autant d'atteintes qui se soldent par des vols de données en hausse (onze points supplémentaires, à 42%). A contrario, des procédés plus classiques, comme le chiffrement de données à la suite d'une attaque par rançongiciel, sont en baisse dans le baromètre du Cesin. L'association y voit le résultat "de l'efficacité croissante des outils de défense et des processus de lutte contre la cybercriminalité des entreprises membres".

Q4-2024 : Qualcomm affiche une croissance record et accélère sur le marché des PC



AVEC UN CHIFFRE d'affaires et un bénéfice net en forte hausse, Qualcomm confirme son dynamisme et sa diversification réussie. Sa percée dans le segment des PC premium et l'essor des usages IA sur smartphones confortent sa stratégie d'expansion face aux géants du secteur.
Après Intel et AMD, Qualcomm a dévoilé ses résultats pour le dernier trimestre calendaire 2024 (Q4) correspondant à son premier trimestre fiscal 2025. Et ils sont à la fois en forte progression et significativement supérieurs aux attentes des marchés financiers : un chiffre d'affaires de 11,7 milliards de dollars (+17 % sur un an) et un bénéfice net de 3,2 milliards de dollars (+15 %). Ces performances représentent un nouveau record historique pour l'entreprise. Le PDG de Qualcomm, Cristiano Amon, a souligné le rôle crucial de la diversification des activités dans cette croissance :
* la division QCT (Qualcomm CDMA Technology) a enregistré plus de 10 milliards de dollars de revenus pour la première fois, tirés en grande partie par le segment des smartphones (7,6 milliards), mais aussi par l'automobile (961 millions, +61 %) et l'IoT (1,5 milliard, +36 %).
* La division de licences QTL (Qualcomm Technology Licensing) a, pour sa part, progressé de 5 %, à 1,5 milliard de dollars. Sur le front des PC, Qualcomm estime avoir (enfin) atteint un cap important : durant la période des fêtes, ses puces ont alimenté plus de 10 % des ordinateurs portables haut de gamme (à partir de 800 dollars) vendus dans les magasins américains.
La firme a déjà annoncé de nouvelles versions de sa puce Snapdragon X, qui devraient équiper des PC autour de 600 dollars.
Elle affirme que plus de 80 modèles de Copilot+ PC animés par ses processeurs sont en préparation.
Si l'exécutif de Qualcomm reconnait que le succès de ses processeurs sur PC tient davantage à leurs performances et à leur faible consommation d'énergie qu'à leur capacité IA, l'entreprise table néanmoins bel et bien sur l'essor des fonctionnalités IA au cœur de Windows pour renforcer sa présence dans l'écosystème PC. Combiné aux premières vraies applications IA et à la fin de vie de Windows 10, ces tendances 2025 devraient aider Qualcomm a significativement croître ses parts de marché PC cette année. Qualcomm anticipe également (mais pas besoin d'être devin pour l'anticiper) un usage croissant de l'IA directement sur smartphones avec l'émergence d'applications locales permettant d'interagir plus naturellement avec les appareils. Parallèlement, Qualcomm entend consolider ses accords avec des partenaires de poids, à l'image de Samsung, alors qu'une entente de licence avec Huawei reste en cours de négociation et pourrait là aussi amplifier sa croissance.

Le cactus Saguaro prend 75 ans pour développer un bras latéral !



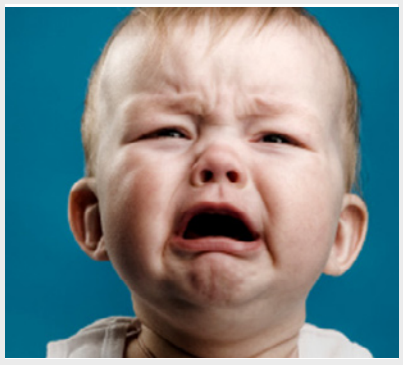
Le cactus Saguaro est de loin le plus célèbre des cactus dans le monde, en effet, tout le monde a entendu parler ou vu ce symbole endémique du désert de l'Amérique du nord.
Un fait peu connu sur le Saguaro est que ce dernier prend 75 ans pour développer son premier bras latéral. Ce cactus a une durée de vie qui peut atteindre 200 ans, et avec un poids qui dépasse les 5 tonnes il peut contenir jusqu'à 3000 litres d'eau.

Le coût d'exploitation d'un porte-avions américain est de 7 millions de dollars par jour !



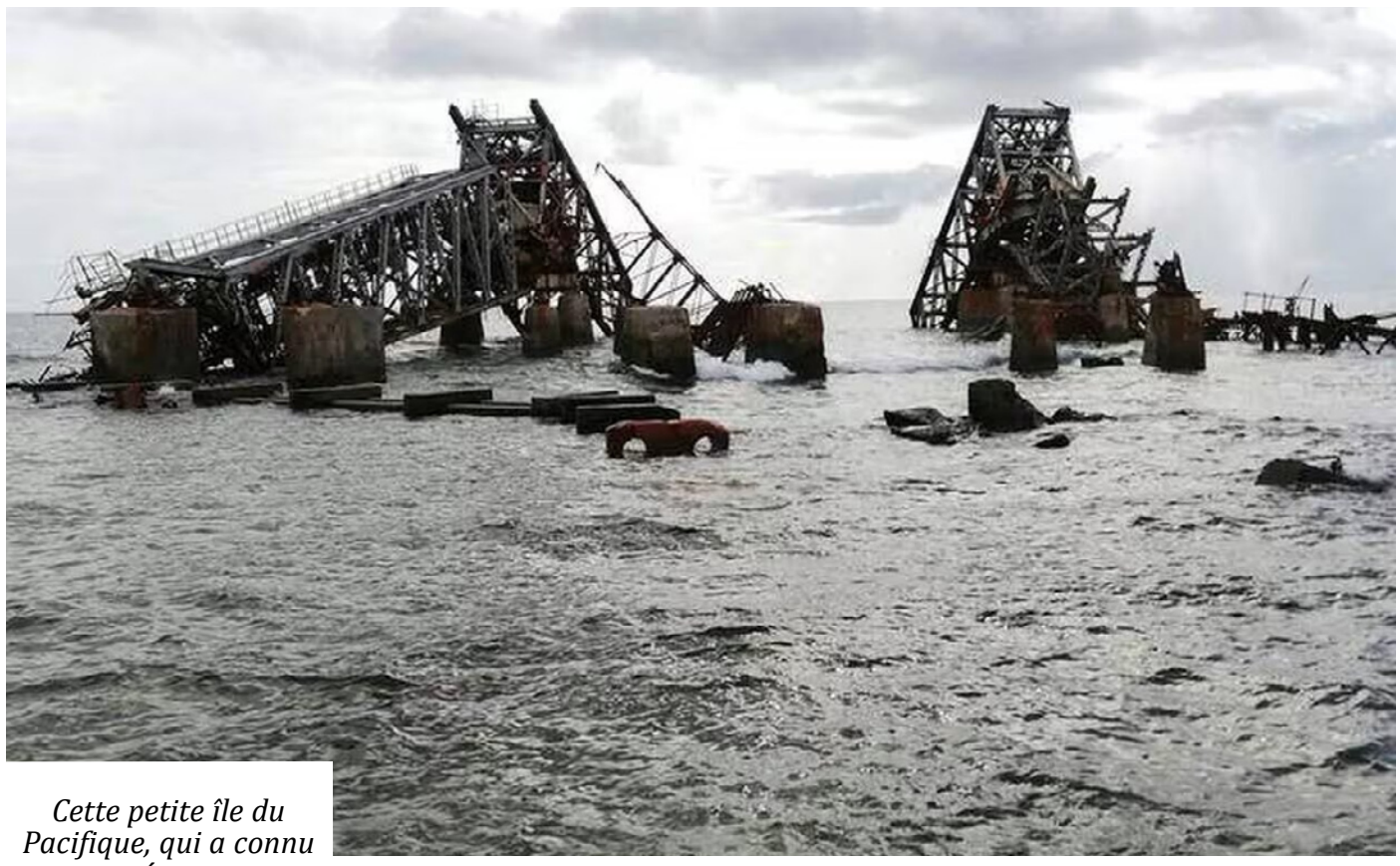
LES PORTE-AVIONS Gerald R. Ford sont une nouvelle classe de porte-avions de l'US Navy (la Marine des Etats-Unis). Ils sont destinés à remplacer les anciens porte-avions de classe Nimitz.
Ces navires de guerre qui servent de base aux avions de combat sont dotés de nouvelles technologies comme le système de lancement électromagnétique des avions, ils ont aussi un système d'automatisation très efficace qui permet de réduire les membres d'équipage, et une conception de réacteurs nucléaires plus sophistiquée pour produire plus de puissance.
La construction de cet engin surpuissant coûte environ 9 milliards de dollars, et son coût de fonctionnement est de 7 millions de dollars par jour (6.2 millions d'euro).

Le cri des bébés est spécifiquement conçu pour être difficile à ignorer



Les bébés jouent des tours à notre cerveau quand ils pleurent. De nouvelles recherches montrent que le cri des bébés a évolué pour déclencher certaines parties de notre cerveau qui font qu'il soit difficile à ignorer.
C'est pourquoi il est difficile de ne pas remarquer les bébés pleurant dans les espaces publics et c'est pourquoi c'est si ennuyeux. En effet, ces cris sont conçus pour nous rendre plus attentifs.
Des chercheurs ont exposé 28 personnes aux cris de bébés, de chats et de chiens. Il s'est avéré que seuls les bébés stimulent certaines parties émotionnelles de notre cerveau.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



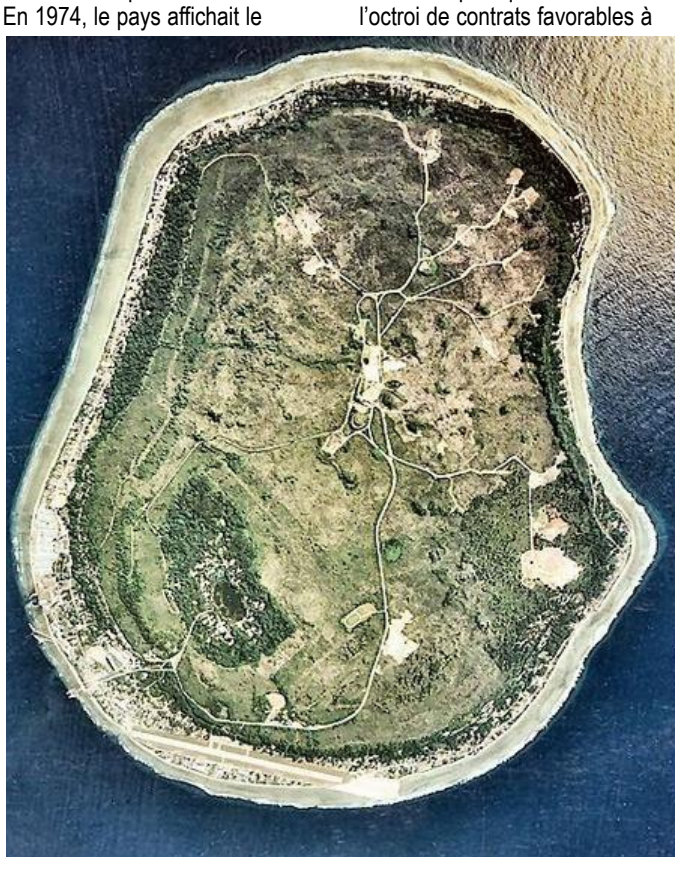
Cette petite île du Pacifique, qui a connu une ruée vers son phosphate à la fin du siècle dernier, illustre les conséquences tragiques de l'exploitation irresponsable des ressources naturelles.

Voici l'histoire tragique de l'île de Nauru, le « pays qui s'est mangé lui-même »

Le 27 février dernier, l'Union européenne a voté un texte élargissant la liste des crimes environnementaux et harmonisant les sanctions en la matière dans l'Union européenne.
Début février, le procureur de la Cour pénale internationale Karim Khan proposait à son tour de poursuivre les crimes environnementaux sans modifier son statut, estimant que les dégâts environnementaux sont souvent cause ou conséquence de crimes de guerre ou contre l'humanité, sur lesquels elle a déjà la compétence. Dans Le manifeste contre la corruption environnementale qu'elle vient de publier aux éditions Érick Bonnier, ce sont ces thématiques que Shérazade Zaiter, juriste internationale, spécialiste en droit des affaires et droit à l'environnement et enseignante à l'université de Limoges, explore.
Elle y dénonce des crimes qui viennent accentuer la crise environnementale et met en lumière ceux qui tentent de combattre cette corruption. Nous reproduisons ici l'extrait du livre consacré au destin tragique de Nauru, une petite île du Pacifique qui illustre de manière poignante les conséquences de la corruption environnementale.
La République de l'île de Nauru, minuscule joyau perdu dans l'immensité de l'océan Pacifique, illustre de manière glaçante les conséquences de la corruption environnementale. Qualifié de « pays qui s'est mangé lui-même », situé à près de 4 835 kilomètres de l'Australie, il s'étend sur seulement 22 km2.
Son plateau central est entouré d'une bande côtière, où se concentre la majeure partie de sa population. L'origine de son malheur a commencé en 1906, lorsque d'immenses gisements de phosphate ont été découverts sur ce plateau. Sa corne d'abondance a ouvert la boîte de Pandore, et c'est ainsi que débuta la lente agonie de l'île de Nauru.
Le phosphate est un sel précieux, utilisé dans la fabrication d'engrais et d'explosifs. Riche en phosphore, c'est un élément essentiel pour la croissance des plantes, il augmente le rendement des cultures. Ce gisement minéral, dont la qualité est la meilleure au monde, couvre 70 % de l'île.

De la prospérité à l'effondrement

Les colons allemands ont d'abord bénéficié de son exploitation, puis l'Australie a pris le relais en 1914, en prenant le contrôle de l'île jusqu'en 1968. Cette année-là, Nauru est devenue la plus petite république au monde. Son indépendance lui a apporté une prospérité économique sans précédent.
En poursuivant l'exportation de phosphate, Nauru a connu une croissance rapide de sa richesse. En 1974, le pays affichait le deuxième produit intérieur brut par habitant le plus élevé au monde, générant 225 millions de dollars australiens. Nauru a brillamment instauré un modèle d'État-providence exempt d'impôts, où l'éducation, les transports, les services de santé, et même le logement sont entièrement pris en charge par l'État, sans aucun frais pour ses citoyens.
Au début des années 1990, avec le déclin des gisements de phosphate, l'économie de Nauru a sombré dans la crise. Malgré les investissements immobiliers du gouvernement pour contrer cette situation, ceux-ci se sont révélés désastreux. Des scandales de détournement de fonds et de corruption impliquant des politiciens et des personnalités influentes ont éclaté. Contribuant à la détérioration des infrastructures et des services publics.
Des choix politiques ont facilité l'octroi de contrats favorables à des entreprises étrangères en échange de faveurs, entraînant des conséquences désastreuses.
Avec une augmentation des saisies, un effondrement de l'industrie et une succession de gouvernements, Nauru a été contrainte d'élaborer diverses stratégies pour restaurer ses finances.
Cela comprenait le blanchiment d'argent étranger, la vente de passeports et même l'accueil rémunéré de réfugiés clandestins, ce qui a attiré l'attention négative d'organisations telles que l'ONU, l'OCDE et Amnesty International.



Des paysages défigurés

La méthode d'exploitation minière, la plus courante, était l'exploitation à ciel ouvert. Elle consiste à retirer les couches de terre, de sable et de roches qui recouvrent les gisements de phosphate. Des machines lourdes, telles que des pelles mécaniques et des bulldozers, étaient utilisées pour extraire les roches phosphatées.

Les paysages ont été profondément modifiés, avec de vastes zones déboisées et des cratères, laissés par l'extraction du phosphate. L'excavation en tranchées était préférée, lorsque les gisements de phosphate étaient proches de la surface. Les tranchées étaient creusées pour atteindre les couches de phosphate, en enlevant les couches de terre et de sable à l'aide d'excavateurs.
Elle a entraîné des impacts néfastes sur l'environnement, avec des perturbations majeures du paysage et des sols.
Le dragage marin était employé pour extraire les phosphates des dépôts marins, à proximité de Nauru. Cette technique consiste à utiliser des bateaux équipés de dispositifs de dragage, pour aspirer les sédiments marins contenant du phosphate ...

La vague "scélérate" la plus extrême jamais observée a été mesurée par hasard au large du Canada



Une vague géante, mesurée par hasard au large du Canada, s'est révélée être la vague "scélérate" la plus extrême jamais observée. Les scientifiques cherchent désormais à éclairer le phénomène.

Au cœur du mois de novembre 2020, au large de l'île de Vancouver (Canada), une vague géante a soudain surgi de nulle part. Une bouée, destinée à effectuer des relevés de données, se trouvait, par un incroyable hasard, exactement sur son passage, et s'est faite emporter à plus de 17,6 mètres de hauteur, soit l'équivalent d'un immeuble de quatre étages.

Le dispositif venait alors d'enregistrer ce qui s'est révélé être, d'après une analyse des résultats récemment publiée, la vague scélérate la plus extrême jamais observée. Sans cette bouée, les scientifiques n'auraient jamais eu connaissance d'un tel évènement, qui ne se produirait, selon les estimations, qu'une fois tous les 1 300 ans.

Un écart de taille

Une vague "scélérate" est une vague dont la hauteur est plus de deux fois supérieure à celle des vagues qui l'entourent. En 1995, par exemple, la vague Draupner, détectée au large de la Norvège, mesurait 25,6 mètres, tandis que ses voisines ne dépassaient pas les 12 mètres. La vague mesurée au Canada n'est donc pas la plus haute jamais enregistrée, mais son écart de taille avec celles qui l'entouraient est sans précédent : elle est apparue trois fois plus grande que la moyenne.

Contrairement aux tsunamis, qui se forment généralement à proximité des côtes, les vagues scélérates font partie intégrante du train d'ondes océanique. Considérées comme des phénomènes rares et isolés, elles sont extrêmement difficiles à observer, et donc à prévoir, compte tenu de l'immensité des océans et de la vitesse à laquelle les vagues naissent et se dissipent.

Surveiller les géantes des océans

Pour mieux comprendre leur formation, une dizaine de bouées similaires à celle ayant permis la détection de la vague scélérate canadienne ont été déployées au large par l'institut de recherche MarineLabs.

Les informations collectées par ce biais pourraient aussi permettre de mieux anticiper leur apparition.

Longtemps considérées comme une simple légende de marins, les vagues scélérates peuvent causer des dégâts considérables, même loin des terres. Elles représentent un réel danger pour les parcs éoliens en mer, les plateformes pétrolières et les navires en mer.

Dans un contexte de changement climatique, le développement d'un système de prédiction revêt une importance capitale. Une étude menée en 2020 prévoit en effet une augmentation significative de la hauteur des vagues du Pacifique Nord dans les prochaines années. La vague canadienne, dite d'Ucluelet, désormais considérée comme la vague scélérate la plus extrême jamais enregistrée, ne devrait donc pas conserver son titre bien longtemps.

Deux chaudrons bouillonnants de lave volcanique menacent la ville de Goma, en RDC



EN RÉPUBLIQUE démocratique du Congo, les lacs de lave des volcans Nyiragongo et Nyamuragira offrent un spectacle saisissant. Le danger est pourtant bien réel pour les habitants de la ville de Goma, qui vivent au pied de ces volcans parmi les plus actifs d'Afrique.

À 3470 m d'altitude, le cœur du volcan Nyiragongo se révèle : au fond de son cratère, une mare de lave en fusion, frémissante, se meut sans interruption. Ce phénomène, appelé "lac de lave", est fréquemment observable en République démocratique du Congo, un pays à forte activité volcanique.

Avec son voisin, le Nyamuragira (3 058 m d'altitude), situé à une dizaine de kilomètres au nord, le volcan compte parmi les plus actifs et les plus meurtriers d'Afrique. À eux deux, ils cumulent plus d'une soixantaine d'épisodes d'activité depuis 1900, soit environ 40% des éruptions volcaniques enregistrées sur le continent. Un fait étonnant, car le Nyiragongo et le Nyamuragira n'ont pas les mêmes caractéristiques.

La vallée du Grand Rift, une zone d'activité volcanique intense

Le premier est un stratovolcan, à la forme plutôt raide et haute, doté d'un cratère étroit. Il est donc plus propice aux éruptions explosives et aux jaillissements de lave qu'à la formation d'un lac. À l'inverse, le second, volcan bouclier large et plat, se transforme rapidement en vasque pour une lave en stagnation. Pourtant, le lac de lave situé au sommet du Nyiragongo a été, à plusieurs reprises, le plus grand de la planète, selon une étude de 2021 reprise par Live Science. Selon cette étude, les deux volcans se sont formés il y a environ 12 000 ans, lors d'une période de forte activité sismique dans la vallée du Grand Rift. Cette zone d'Afrique de l'Est est à la croisée de plusieurs plaques tectoniques. Ils sont donc étroitement liés et entrent souvent en éruption simultanément.Depuis dix ans, le volcan Nyamuragira a connu trois grandes éruptions : une de juin 2014 à mai 2016, une de novembre 2016 à mai 2017 et la dernière, commencée en avril 2018, est toujours en cours. Le Nyiragongo, quant à lui, est en éruption depuis mai 2002.

Goma, la ville aux deux volcans

Les deux volcans sont situés à proximité de la ville de Goma, qui compte plus d'un million d'habitants, et représentent un danger de taille. En janvier 1977, par exemple, le flanc du volcan Nyiragongo s'est fissuré et le lac de lave s'est vidé à une vitesse vertigineuse, dévalant les pentes abruptes du volcan. 22 millions de mètres cubes de lave, l'équivalent de plus de 8 000 piscines olympiques, se sont déversées sur les villages environnants en moins d'une heure, provoquant la mort de 2 000 personnes. L'évènement s'est produit à nouveau en 2002 : cette fois, la coulée a détruit 1/5e de Goma et laissé 120 000 habitants à la rue.

Est-il possible d'anticiper les éruptions ? Certains scientifiques avancent une hypothèse : plus le lac de lave est haut et plus la quantité accumulée est importante, plus la pression exercée sur les parois du volcan est forte et donc le risque de fissure et d'éruption, plus élevé. Ces signes demeurent néanmoins difficiles à observer.

"Le souffle du Diable"

Les deux volcans libèrent également une quantité importante de gaz, soufre ou dioxyde de carbone (CO_2), aux conséquences durables sur la santé des habitants de la région. Le Nyiragongo laisse échapper continuellement de son cratère une grande fumée blanche, inodore, surnommée "mazuku" ou "souffle du Diable" en swahili, la langue majoritairement parlée dans la région, très concentrée en CO_2.

Sa toxicité retarde souvent le retour des habitants dans les territoires dévastés après une éruption.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

- Annaba
  3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
  Mob. : (0662) 18.41.81
  Fax : (038) 80.20.36
- Tizi Ouzou
  6, rue Capitaine Si Abdallah
  15 000
  Tizi Ouzou
  Tél. : (026) 22.95.62
  Fax : (026) 22.95.62
- Constantine
  Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
  Constantine
  Tél-Fax : (031) 66.32.64
- Bejaïa
  Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
  Bureau N°10
  N° Tél : 034-12-66-21
  Email : ljibejaia@yahoo.fr
- TipasaB.P. 66-A
  42 000 Tipasa
  Tél. : (024) 43.60.26

© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Constipation de l'enfant



La constipation est un trouble digestif pouvant être très gênant et douloureux chez l'enfant. La mauvaise qualité des selles et les maux de ventre sont les symptômes les plus courants rencontrés chez ces jeunes sujets. Une révision de l'alimentation peut s'avérer nécessaire pour rétablir le transit intestinal mais pas seulement. Parfois, des changements survenus dans le cadre familial peuvent être à l'origine de ces troubles digestifs. La constipation est responsable de jusqu'à 5% des consultations chez le pédiatre.

appels sur la digestion des aliments

La digestion des aliments est un processus débutant au niveau de la bouche par la mastication. Ces aliments descendent ensuite au niveau de l'œsophage puis atteignent l'estomac.

Une fois arrivés dans l'estomac, les aliments subissent une première digestion. Ensuite, ils traversent l'intestin grêle puis le côlon où certains nutriments nécessaires au bon fonctionnement de l'organisme vont être absorbés. C'est au cours du passage dans le tube digestif, que les aliments ingérés vont être dégradés par la flore intestinale. Ainsi, les résidus issus de cette digestion vont constituer les selles.

Le besoin de déféquer est provoqué par la pression exercée sur le rectum par les matières fécales. En se contractant, le côlon et les muscles abdominaux permettent l'expulsion.

Caractéristiques de la constipation

Définition

La constipation est un phénomène courant chez les enfants mais décrite différemment suivant leur âge.

Chez les nourrissons par exemple, elle se caractérise par du retard ou des difficultés à évacuer les selles pendant au moins un délai d'1 mois et de 2 mois pour des enfants plus âgés.

Le retard en question est dû à la progression trop lente des selles jusqu'au côlon qui est l'organe fondamental assurant la bonne évacuation des selles.

La vitesse du transit intestinal est variable selon l'âge du sujet.

Plus l'enfant grandit, plus le nombre de selles diminue en raison de l'augmentation de la taille de son tube digestif avec le temps.

En règle générale, chez le nourrisson (au biberon) l'émission des selles est estimée à moins d'une fois par jour tandis que chez le nourrisson allaité au sein, cette fréquence est plutôt très variable. Une fois que l'enfant est devenu plus grand, au moins 3 selles par semaine sont attendues.

Dans tous les cas, les bébés de moins de 2 mois sont rarement constipés. Ce sont surtout les sujets de 6 mois à 4 ans qui sont le plus souvent touchés par ce type d'affection intestinale.

Néanmoins, même si le nombre de selles diminue, il se peut que l'enfant aille très bien tant que les selles restent molles et qu'il n'y a pas de symptômes modifiant son comportement général.

Une perturbation de l'émission des selles (tendant à s'allonger) ou un changement observé au niveau de la consistance sont les 2 grands critères permettant de parler de constipation chez un sujet.

En effet, les selles sont plus dures et parfois plus importantes que d'habitude, provoquant des maux de ventre, voire parfois des vomissements.

Cette constipation peut être soit : Occasionnelle ; Chronique (lorsque les symptômes durent plus de 6 mois).

La détection chez l'enfant

De manière générale, plusieurs signes peuvent alerter les parents lorsque leur enfant est confronté à une constipation :

La production de selles difficiles à éliminer : soit elles sont dures et petites, soit de taille plus importante, entraînant des douleurs abdominales lors de la défécation

Une alternance entre selles liquides

et selles dures : on parle aussi de « fausse diarrhée sur constipation » ;

L'émission de selles quotidiennes mais en quantité insuffisante par rapport à l'apport alimentaire ; La difficulté de déféquer malgré l'envie d'aller à la selle pour l'enfant ;

La présence de selles anormalement dures pendant plusieurs jours ;

Un manque soudain d'appétit, douleurs au niveau de l'estomac, ballonnements au niveau du ventre.

A l'âge des nourrissons, les symptômes caractérisant un état de constipation sont de préférence la dureté des selles (de la taille d'une bille) et les efforts que fait le nourrisson pour les éliminer.

Chez les enfants plus âgés, ce sont surtout des selles espacées dans le temps et de consistance dure qui traduisent une constipation.

Les causes de la constipation

La constipation fonctionnelle

Chez 95% des enfants, la constipation est souvent liée à des problèmes alimentaires et comportementaux (stress, apprentissage de la propreté). Bien que ces épisodes de constipation rendent difficile le quotidien de ces jeunes sujets, ce problème reste plutôt bénin dans la plupart des cas. Aucune lésion de l'intestin ou de maladie grave ne sont à signaler : cette constipation est dite fonctionnelle.

Plusieurs comportements naturels favorisent son déclenchement :

Un apport hydrique insuffisant ;

La prise de certains médicaments ;

Un changement de cadre de vie ;

Un stress émotionnel ou physique ;

Une mauvaise installation de l'enfant sur les toilettes ;

Un apprentissage de la propreté mal conduit ou trop précoce.

La constipation organique

Dans les 5% restants, ce phénomène sous-tend une complication bien plus grave, touchant souvent les nourrissons dès leur plus jeune âge, soit peu de temps après la naissance ou durant les premiers mois de la vie. Cette constipation est plutôt reliée à un trouble physique, un médicament ou bien même une toxine.

On parle ainsi de constipation organique.

Ces causes sérieuses de constipation organique peuvent être liées à :

La maladie de Hirschsprung : une innervation inappropriée du gros intestin ;

Une malformation congénitale de l'anus ou du sphincter de l'enfant ;

Une maladie endocrinienne (troubles hormonaux entraînant une hypothyroïdie) ou neurologique (atteinte de la moelle épinière) ;

Une mucoviscidose ;

Une intoxication à certaines toxines comme le plomb ou bien le botulisme ;

Des médicaments comme les analgésiques puissants appelés opioïdes ;

Evolution de la constipation

Même si une meilleure hygiène de vie associée à un traitement médicamenteux peut permettre d'arrêter la constipation chez l'enfant, des complications peuvent néanmoins se présenter dans quelques cas :

L'installation d'une occlusion intestinale ;

La présence de fissures anales accompagnée de pertes de sang (sur papier ou dans les toilettes) et de pleurs quand l'enfant va à la selle ;

Des infections urinaires répétées, souvent chez les petites filles et conduisant à des sensations de brûlure. En effet, lorsque les selles stagnent dans le rectum, cela favorise la prolifération de microbes et donc les infections.

Des difficultés à uriner, liées à une compression des voies urinaires exercée par la quantité de selles stockées dans le rectum.

Une incontinence fécale ;

Un prolongement de la constipation jusqu'à l'âge adulte.

Traitement de la constipation

Le traitement de la constipation va dépendre de l'âge de l'enfant ainsi que du type de constipation auquel il est confronté. Ainsi, en cas de constipation dite fonctionnelle, le médecin traitant ou le pédiatre va commencer par ré-ajuster l'équilibre alimentaire de l'enfant en fonction des résultats fournis lors de l'interrogatoire.

Des conseils relatifs à l'hygiène de vie sont aussi fournis aux parents afin d'améliorer le confort de leur enfant.

Si ces mesures ne suffisent pas alors un traitement médicamenteux peut être mis en place sous l'une de ces formes :

Des médicaments osmotiques doux permettant d'hydrater et de ramollir les selles

Des lubrifiants (huile de paraffine par exemple) permettant de favoriser le passage anal, surtout lorsqu'il existe des fissures,Des suppositoires (utilisation restant exceptionnelle) : déclencher la défécation en début de traitement ;

Le recours à un lavement (rarement exploité) :

permettre l'évacuation des selles qui ont longuement stagné dans le côlon.

En cas de constipation dite organique, soit liée à une pathologie grave, le traitement instauré va permettre d'éradiquer la cause de la maladie et pas seulement les symptômes que rencontre l'enfant.

De façon générale, l'adoption d'une bonne hygiène de vie est primordiale pour éviter ce genre de trouble digestif.

Un régime alimentaire diversifié, riche en fibres, un abreuvement suffisant ainsi que la pratique d'une activité physique quotidienne sont des éléments majeurs à prendre en compte pour rester en forme et lutter efficacement contre la constipation.

Dents de lait

LES DENTS de lait apparaissent progressivement chez le nourrisson. La première poussée dentaire survient entre l'âge de 4 et 7 mois. Toutes les dents de lait sont installées avant l'âge de trois ans.

Les poussées dentaires sont généralement à l'origine de plusieurs désagréments passagers chez le nourrisson : douleur, salivation, insomnie, fièvre, etc.

Pour soulager la poussée dentaire, plusieurs mesures sont conseillées comme l'anneau de dentition ou le paracétamol en cas de douleur ou fièvre.

Les dents de lait ont un rôle primordial car elles assurent le développement des dents définitives et sont indispensables pour manger et parler.

Il est important d'en prendre soin, en évitant notamment certains comportements (sucer le pouce ou la tétine) et les caries. L'adoption de bonnes habitudes dentaires dès le plus jeune âge est indispensable pour la prévention des caries.

Définition et symptômes des dents de lait Qu'est-ce que c'est ?

Lorsque les dents de lait ou premières dents poussent, on parle de « poussée dentaire ».

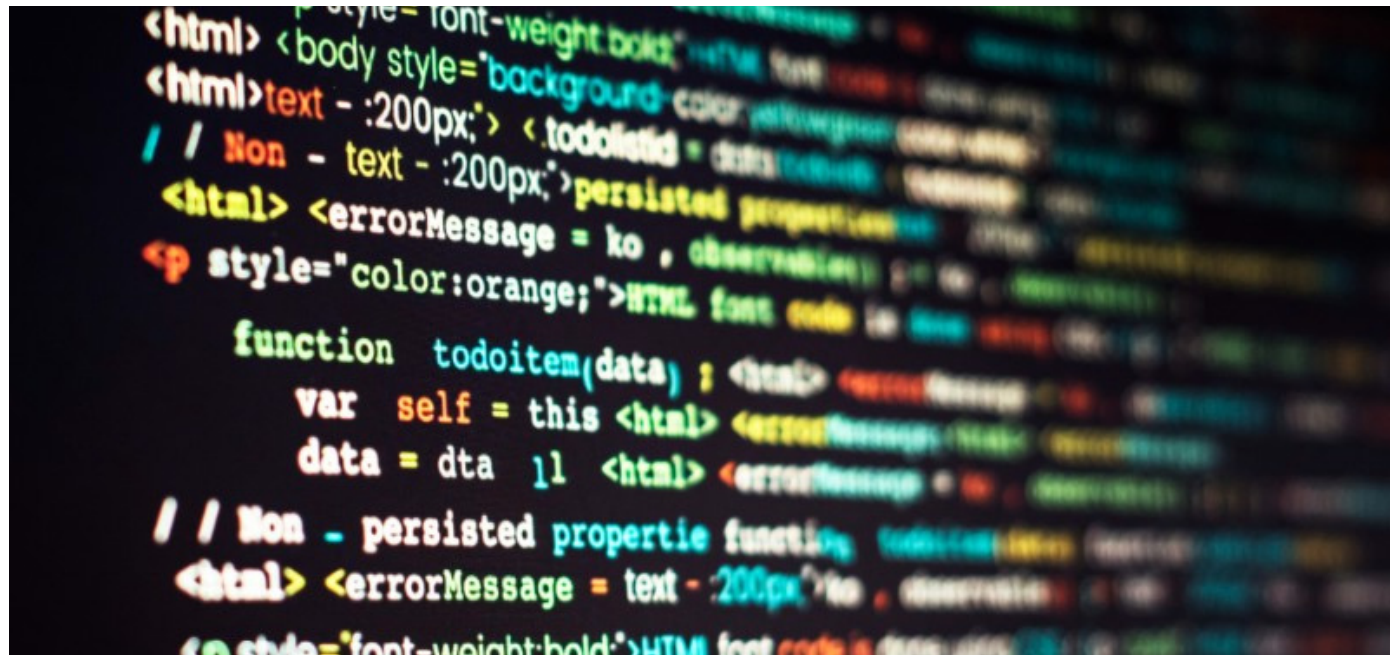
En effet, les dents prennent naissance dans l'os de la mâchoire. Elles en sortent progressivement pour ensuite traverser la gencive et être visibles dans la bouche. La progression se poursuit jusqu'à ce que la totalité de la dent soit visible.

Les dents de lait débutent leur formation durant la grossesse. Ce qui explique pourquoi certains médicaments sont déconseillés lors de la grossesse et de l'allaitement car ils. peuvent avoir des conséquences néfastes sur la dentition de l'enfant.

La première dent de lait perce généralement aux alentours des 4 à 7 mois. Chez certains enfants, elle apparaît plus tôt, tandis que chez d'autres, elle survient plus tard. Il arrive parfois que des nourrissons aient déjà une dent ou deux à la naissance.

Le grand classement 2025 des langages de programmation les plus populaires (et ce que cela signifie)

commençons par les raisons pour lesquelles les gens veulent connaître les langues les plus populaires.Les étudiants demandent quelle est le langage le plus populaire parce qu'ils veulent trouver un emploi.



Les programmeurs expérimentés veulent savoir si leurs compétences actuelles sont toujours pertinentes. Ou s'il est temps d'envisager d'autres langages. Les développeurs qui conçoivent des produits veulent également connaître les langages les plus courants. S'ils créent des interfaces de programmation d'applications (API) ou d'autres systèmes de compatibilité, ils veulent s'assurer qu'ils produisent des solutions que les clients utiliseront. Enfin, si vous démarrez un projet, vous devez choisir le langage à utiliser. Votre premier critère doit toujours être d'utiliser un langage qui permet de faire le travail. Si un langage est extrêmement populaire mais prend deux ans à coder, et qu'un autre est moins populaire mais prendrait deux mois pour votre application, vous devriez choisir le langage le moins populaire. Mais, toutes choses étant égales par ailleurs, le choix d'un langage plus populaire signifie généralement l'accès à davantage de programmeurs et de ressources. Ce qui est également un élément important à prendre en considération.

Agrégation de plusieurs enquêtes

Nous nous sommes tournés vers neuf indices de cinq organisations pour recueillir nos données brutes.

PYPL: L'indice de popularité des langages de programmation (PopularitY of Programming Language index) est basé sur les recherches effectuées sur Google. L'indice mesure la fréquence à laquelle les tutoriels d'un langage donné sont recherchés sur Google. Il s'agit d'une mesure d'intérêt, mais pas nécessairement d'une mesure d'utilisation.

Tiobe: Tiobe est une société de services de qualité logicielle. L'entreprise crée un indice régulièrement mis à jour basé sur le "nombre d'ingénieurs qualifiés dans le monde, les cours et les fournisseurs tiers". Les sites web populaires tels que Google, Amazon, Wikipedia, Bing et plus de 20 autres sont utilisés pour calculer les évaluations. Cet indice n'est pas nécessairement une mesure de l'utilisation.

GitHub Usage 2023: GitHub mène une série d'enquêtes annuelles. Son rapport de synthèse est d'une lecture fascinante. Les données de GitHub mesurent les principaux langages en fonction de leur utilisation. Stack Overflow Professional Developers: Stack Overflow mesure l'utilisation par profil d'utilisateur. Cet indice suit l'utilisation par les personnes interrogées qui s'identifient comme des programmeurs professionnels qui codent probablement pour gagner leur vie.

Stack Overflow Learning to Code: L'indice suivant mesure l'utilisation par les personnes interrogées qui indiquent qu'elles apprennent à coder. Cet indice est intéressant car il indique quels langages les nouveaux développeurs pensent qu'il est important d'apprendre.

Stack Overflow Other Coders: Stack Overflow ne définit pas spécifiquement ce groupe des autres codeurs, mais il s'agit de personnes qui ne se considèrent ni comme des nouveaux codeurs, ni comme des pros. Je mettrais sur cette liste les personnes qui sont capables de coder mais qui utilisent le codage dans le cadre d'une autre profession ou qui réalisent des projets utilisant le codage sans être rémunérés pour leur travail de codage en particulier. Encore une fois, une mesure de l'utilisation.

IEEE Spectrum: L'IEEE est la plus grande organisation professionnelle technique de scientifiques, d'ingénieurs et de professionnels. L'indice Spectrum mesure l'intérêt pour les langages de programmation "pondéré en fonction du profil du membre type de l'IEEE".

IEEE Jobs: Cet index est "ce que les employeurs recherchent".

IEEE Trending: Cet index "cherche à repérer les langages qui sont dans l'air du temps". Considérez cet index comme les langages qui font parler d'eux.

Certains indices suivent un nombre relativement restreint de langues. D'autres consacrent beaucoup à l'ensemble des langages. Mon modèle d'agrégation prend en compte les 20 premiers langages de chaque indice.

Quelle est donc le langage le plus populaire ?

J'ai combiné les différentes sources mentionnées ci-dessus. Pour réduire la liste, je n'ai retenu que les langages répertoriés dans cinq index ou plus. PYPL a listé C et C++ ensemble, donc dans ce cas précis, je les ai séparés en deux listes et je leur ai donné le même poids.

Sur quel langage se concentrer ?

J'ai pris les 19 premiers résultats et j'ai généré le graphique d'agrégation suivant. Voici notre dernier indice de popularité, mis à jour en avril 2025.

Comme vous pouvez le constater, il existe des 5 groupes de langages.

Le premier groupe comprend Python, JavaScript et Java. Ces langages sont tous représentatifs du monde du codage de l'IA. Il ne fait aucun doute que ces trois langages vous sont familiers.

Le groupe suivant contient les langages classiques basés sur le C, ainsi que SQL et TypeScript (une variante plus robuste de JavaScript).

Le groupe suivant comprend des langages qui ont dominé il y a un certain temps, les langages web utilisés pour construire et exploiter des sites web.

Suit un autre groupe de langages qui gagnent en popularité (R, Dart) ou en perdent (Ruby). Enfin, en bas de l'échelle, on trouve Swift, le langage de prédilection d'Apple. Objective-C, l'ancien langage de programmation d'Apple, a disparu de la liste depuis qu'Apple a lancé Swift. Cependant, alors qu'Apple compte de nombreux développeurs, Swift ne suscite pas l'intérêt des programmeurs.

Adobe place ses pions et investit dans Synthesia, une start-up qui génère des avatars

Adobe vient d'investir dans la start-up Synthesia, qui se spécialise dans la génération de vidéo par intelligence artificielle (IA), et notamment d'avatars ultra réalistes. Une nouvelle confirmation des grandes ambitions de la société dans l'IA.

Fondée en 2017, Synthesia propose une plateforme de création de vidéo alimentée par l'IA. Ses utilisateurs, principalement des entreprises, peuvent ainsi créer des vidéos de qualité professionnelle sans avoir besoin de caméras, de microphones, d'acteurs ou de studios traditionnels.

Et le succès est au rendez-vous. Son outil est utilisé par plus de 70 % des entreprises du Fortune 100 pour divers usages : communication interne, formation, marketing, aide à la vente, etc. De même, la start-up a atteint les 100 millions de dollars de revenus récurrents annuels, une mesure qui comprend les abonnements se renouvelant chaque année.

« La même vision »

Adobe a senti le filon. Le géant du montage photo et vidéo vient en effet de prendre une part dans Synthesia par le biais de sa branche de capital-risque, pour un montant non dévoilé. « Nous construisons la première plateforme vidéo d'IA pour les entreprises, et l'investissement d'Adobe valide cette orientation. Nous partageons la même vision : démocratiser la création de contenu de haute qualité et rendre la communication d'entreprise plus rapide et plus efficace », explique Victor Riparbelli, P.-D.G de la jeune pousse britannique, à CNBC.

Car au-delà de Photoshop, Adobe opère également Premiere Pro, son logiciel professionnel de montage vidéo.

Plébiscité et largement utilisé dans l'industrie, il s'est récemment étoffé grâce à des capacités alimentées par l'intelligence artificielle.

Nouvelles fonctionnalités à venir ?

Ce n'est pas la première fois qu'Adobe s'intéresse de près à une start-up. La firme a tenté de racheter Figma en 2023 pour 20 milliards de dollars, mais a finalement



renoncé face aux remontrances des régulateurs européens et britanniques.

De son côté, Synthesia développe des agents IA qui rendront ses vidéos interactives, permettant aux spectateurs de poser des questions ou d'interagir avec le contenu en temps réel. Si pour l'heure, les deux acteurs sont discrets au sujet de ce nouveau partenariat, celui-ci pourrait déboucher sur le développement de nouvelles fonctionnalités ou produits combinant leurs expertises respectives.

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:28	12:35	16:26	19:45	21:28
CONSTANTINE	03:36	12:40	16:29	19:49	21:30
ALGER	03:52	12:54	16:43	20:02	21:42
OUARGLA	04:01	12:45	16:26	19:43	21:16
CHLEF	03:58	13:01	16:50	20:09	21:50
MOSTAGANEM	04:04	13:06	16:54	20:13	21:53
ORAN	04:08	13:09	16:57	20:16	21:55

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8240 — DIMANCHE 20 JUILLET 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	32°	23°
Oran	33°	24°
Constantine	40°	21°
Ouargla	43°	28°

VAGUE DE CHALEUR EXCEPTIONNELLE

Plusieurs wilayas sous alerte orange

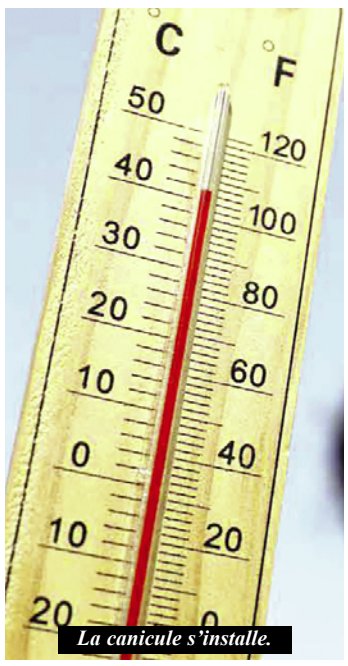
Une vague de chaleur intense touchera aujourd'hui et demain plusieurs régions du pays, notamment au Centre et à l'Est, avec des températures qui atteignent des niveaux records en cette période estivale. Les services météorologiques nationaux ont émis une alerte spéciale annonçant une hausse des températures, pouvant grimper jusqu'à 45 degrés Celsius à l'ombre dans certaines wilayas.

Les wilayas les plus concernées par cette alerte sont M'sila, Batna, Khenchela, Tébessa et Souk Ahras, où la chaleur extrême devrait persister du dimanche au lundi. Cette situation invite la population à la vigilance et à adopter les mesures nécessaires pour se protéger des effets de la canicule.

Selon l'Office national de la météorologie (ONM), cette vague de chaleur est due à une augmentation de la pression atmosphérique dans les couches supérieures de l'atmosphère.

Ce phénomène classique en pleine saison estivale provoque un mouvement descendant de l'air, entraînant une compression des masses d'air près de la surface terrestre et une nette augmentation des températures.

Depuis vendredi et samedi, plusieurs wilayas du Centre et de l'Est, telles qu'Alger, Boumerdès, Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba et El Tarf, ont déjà enregistré des températures maximales oscillant entre



La canicule s'installe.

39 et 41 degrés, avec des pointes pouvant atteindre 46 degrés dans certaines zones côtières. Un bulletin d'alerte de niveau 2 (orange) a d'ailleurs été émis pour ces régions afin de prévenir les risques liés à cet épisode caniculaire. L'épisode s'est également étendu aux wilayas de Chlef, Aïn Defla et Relizane, où les températures ont atteint 43 à 44 degrés vendredi, tandis que samedi, Guelma, Constantine et M'Sila ont vu le mercure grimper jusqu'à 44 degrés. Dans le Sud du pays, la chaleur demeure particulièrement forte, notamment dans l'extrême Sud-Ouest et au centre du Sahara, avec des températures comprises entre 47 et 48 degrés.

Malgré cette intensité, les experts rassurent : cette vague de chaleur reste dans les normes saisonnières habituelles. L'ONM prévoit un début de retour à des températures plus clémentes dans les régions de l'Est à partir de la fin de la semaine prochaine, tandis que le reste du pays conservera un climat estival classique.

Le taux d'humidité, qui varie selon les régions et est particulièrement influencé par les courants marins le long du littoral, joue aussi un rôle dans la perception de la chaleur, accentuant parfois l'inconfort dans certaines zones. Concernant les prévisions à plus long terme, il reste difficile d'établir une analyse précise. Cependant, les météorologues rappellent que des vagues de chaleur similaires avaient déjà été enregistrées en 2023, particulièrement dans les régions du Centre et de l'Est, en raison de facteurs climatiques récurrents.

Face à cette situation, il est vivement recommandé à la population de prendre toutes les précautions nécessaires, notamment en évitant les expositions prolongées au soleil, en s'hydratant régulièrement, et en veillant particulièrement à la santé des personnes vulnérables comme les enfants, les personnes âgées et les malades chroniques.

La vigilance reste de mise alors que la chaleur continue d'imposer son rythme sur plusieurs régions, soulignant l'importance de la sensibilisation et de la préparation face à ces phénomènes climatiques extrêmes.

Aymen D.

BAPTISÉ MOSTEFA BEN BOULAÏD

Un hôpital ultramoderne inauguré à Oum El Bouaghi

DANS une stratégie du renforcement du système de santé en Algérie, la wilaya d'Oum El Bouaghi vient de se doter d'un établissement hospitalier de dernière génération, inauguré ce week-end par le ministre de la Santé en personne Abdelhak Saihi, aux côtés du wali de la région. Ce nouvel hôpital public, baptisé du nom du martyr Mostefa Ben Boulaïd, dispose d'une capacité de 240 lits. C'est qu'a indiqué un communiqué du ministère.

Réalisé selon les standards médicaux des plus modernes, cet établissement est présenté comme l'un des projets sanitaires les plus structurants de la wilaya, selon la même source. Il vise à désengorger les structures existantes tout en offrant des soins spécialisés de haute qualité aux habitants de la région et des wilayas limitrophes. Lors de la visite inaugurale, le ministre, accompagné des autorités locales, a parcouru les différents pavillons de l'hôpital, qui dispose, selon le communiqué, de départements médicaux et chirurgicaux complets, notamment des blocs opératoires et des spécialités de pointe.

Il convient de préciser que cet établissement comprend des unités de chirurgie spécialisée, notamment en chirurgie générale, pédiatrique, orthopédique, neurochirurgicale, ORL, ophtalmologique, cardiovasculaire et urologique. De plus, il propose des services en gastro-entérologie, cardiologie, néphrologie, cancérologie, médecine interne et pédiatrie. D'autres services essentiels y sont également intégrés, tels que l'anesthésie-réanimation, la médecine physique et de réadaptation, la médecine légale, ainsi qu'une pharmacie centrale. D'ailleurs, une pharmacie centrale a été mise en place afin d'assurer la disponibilité des médicaments et une prise en charge optimale des patients. D'après les informations fournies, le nouveau centre hospitalier est équipé d'un matériel médical «selon les normes et technologies médicales les plus récentes» et sera pris en charge par une équipe médicale et administrative hautement qualifiée, avec comme ambition de garantir une prise en charge optimale et renforcer la couverture sanitaire locale. Ce projet, indique-t-il, s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à améliorer l'accessibilité aux soins et à renforcer les infrastructures sanitaires à travers le territoire. «Il traduit la volonté des pouvoirs publics de garantir le droit à la santé pour tous les citoyens, en modernisant et en étendant l'offre de soins», précise le communiqué.

Aouir Khalil

CAP DJINET

L'incendie maîtrisé, aucun dégât humain

L'INCENDIE qui s'était déclaré la veille dans la région de Mazer, commune de Cap Djinet (wilaya de Boumerdès), a été entièrement maîtrisé. C'est ce qu'a indiqué hier un communiqué des services de la Protection civile. Selon la même source, l'alerte a été donnée vendredi après-midi, lorsque des flammes ont été signalées dans une zone boisée à proximité de zones d'habitation. Face à la menace, la Protection civile a immédiatement mobilisé d'importants moyens humains et matériels, épaulés par le convoi mobile de lutte contre les feux de forêts de la wilaya de Boumerdès, ainsi que par un soutien logistique venu du détachement régional de Bouira. L'opération a également bénéficié du concours de l'unité nationale de formation et d'intervention, spécialisée dans les interventions d'urgence en terrain difficile. Grâce à cette action coordonnée, les équipes sont parvenues à contenir rapidement les flammes et à empêcher leur propagation vers les habitations ou les infrastructures sensibles. Aucune perte humaine ni blessure n'a été enregistrée, a précisé le communiqué.

Sur le terrain, les équipes de la Protection civile restent en alerte afin d'assurer une surveillance continue de la zone touchée et prévenir toute reprise éventuelle du feu, notamment en raison des conditions météorologiques estivales.

S. N.

UN CENTRE MÉDICO-SOCIAL POUR LES ARTISTES

L'État concrétise son engagement

LE MINISTRE de la Culture et des Arts, Zouhir Ballalou, a procédé hier à la pose de la première pierre du tout premier centre médico-social dédié aux artistes. Un projet porté par l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA), qui vise à offrir un accompagnement sanitaire, psychologique et humain à une frange longtemps marginalisée.

Avant la pose symbolique de la première pierre, un exposé technique détaillé a été présenté par le bureau d'études en charge du projet, accompagné du directeur général de l'ONDA. Ce futur centre comprendra plusieurs services médicaux pluridisciplinaires, une unité d'imagerie médicale, un laboratoire d'analyses, ainsi que des espaces dédiés à l'accueil, aux soins, au soutien psychologique, à la téléconsultation et à l'éducation sanitaire.

Dans un geste hautement symbolique, le ministre a convié les artistes présents à signer collectivement le document de la première pierre, soulignant ainsi la dimension participative de ce projet novateur. Dans sa déclaration à la presse, Ballalou a affirmé que ce centre constitue une avancée majeure pour la reconnaissance et l'accompagnement des artistes en Algérie. « Ce projet incarne la volonté de l'État d'ériger un système global de soutien aux artistes, qui respecte leur dignité et valorise leur contribution à la société », a-t-il déclaré.

Le ministre a par ailleurs précisé que cette initiative s'inscrit dans le 46e engagement du programme du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, plus précisément dans son cinquième point qui insiste sur la garantie d'une protection sociale et sanitaire pour les artistes, leur permettant ainsi d'accéder à une vie digne et stable.

A la fin, le ministre a félicité l'ensemble de la famille artistique pour cette réalisation qui « témoigne d'un engagement concret », saluant au passage le travail accompli par l'ONDA et l'implication de tous les intervenants dans la concrétisation de ce projet.

Ce centre médico-social, une première du genre en Algérie, constitue un pas tant attendu vers la reconnaissance des droits des artistes, longtemps en attente de solutions durables à leurs préoccupations sociales et sanitaires. Organisée dans une ambiance empreinte d'émotion et de recueillement, la cérémonie a débuté par une minute de silence en hommage aux artistes disparus, notamment le comédien Madani Namoun décédé mardi dernier à Alger.

A. D.